Le Nº Fr. 2.50 Nº 338 30 mars 1985 seizième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

éditorial

Afrique du Sud :

LA RÉVOLTE GRONDE

"*Nous allons maintenir l'ordre en Afrique du Sud. Et personne dans le monde ne va m'empêcher de maintenir l'ordre*", s'est exclamé le premier ministre sud-africain, P.W. Botha. Ces deux courtes phrases illustrent toute une politique.

En moins d'une année, plus de 250 noirs ont trouvé la mort, la plupart du temps victimes de la brutalité policière. Qui sont ces morts ? Ce sont les représentants des couches exploitées des villes : ouvriers, grévistes, chômeurs, jeunes, femmes des ghettos et activistes des communautés noires. Frappés de plein fouet par la crise économique, exploités au travail, opprimés par le racisme, étrangers dans leur propre pays, ils luttent contre le régime raciste sud-africain.

Le 21 mars, un nouveau crime a été commis. Dans le ghetto de Langa, près de Uitehhage, dix-neuf participants à une marche funèbre sont abattus par la police. Tous les témoignages concordent. La marche était pacifique. La police a tiré pour la stopper. Se rendre à un enterrement est aujourd'hui un acte politique en Afrique du Sud. Les enterrés du 21 mars étaient des grévistes du secteur de l'automobile, assassinés une semaine auparavant par la police. Comme dans le cas des mineurs grévistes d'il y a quelques mois, les ouvriers de l'automobile s'étaient heurtés à la violence policière et patronale.

Depuis maintenant une année, ces scènes de grève, de manifestations de rue et de révoltes contre les institutions de l'administration blanche se multiplient. Chaque fois, l'exaspération et la colère montent d'un cran. De plus en plus les luttes ouvrières, des jeunes contre le système d'éducation, des locataires des ghettos, des squatters des bidonvilles tendent à fusionner. Chaque fois, la question posée devient politique. Les masses noires cherchent la voie de leur libération nationale et sociale. Les revendications formulées, même partielles, sont l'expression de cette volonté de libération. En témoignent également les attentats frappant les représentants noirs de l'administration raciste. Ils paient le prix de leur collaboration avec le régime haï. C'est le début d'une révolte généralisée.

Nombre de gouvernements occidentaux ont émis des protestations verbales contre le crime du 21 mars. Leurs intérêts économiques et militaires en Afrique du Sud sont immenses. Au printemps de 1984, Botha était reçu comme un "réformateur" par ces mêmes gouvernements. Tous espéraient qu'il désamorcerait à temps la bombe à retardement sud-africaine. Aujourd'hui ils doivent déchanter. Seul Ronald Reagan, avec son cynisme habituel, a accusé les noirs d'être responsables du crime du 21 mars.

Cependant, la complicité matérielle avec le régime raciste des bourgeoisies occidentales est totale. Ce sont leurs investissements qui permettent sa survie. C'est pourquoi le boycott de l'Afrique du Sud doit être amplifié. Les mouvements anti-apartheid, qui font campagne pour la rupture des relations économiques avec l'Afrique du Sud, sont plus que jamais nécessaires. Tout particulièrement en Suisse dont la bourgeoisie participe avec zèle au soutien économique de l'Afrique du Sud.

La Brèche

COURSE AUX ARMEMENTS :

LA MILITARISATION DE L'ESPACE

En mouvement

MARCHE DE PAQUES 1985 AU DREYECKLAND (Bâle)

lundi de Pâques 8 avril

10h **Départ : Rheinpark Weil-Friedlingen**

10h30 **Marche :** Palmrainbrücke, Huningue, Voltaplatz, Johanniterbrücke

13h30 **Arrivée de la marche devant la caserne de Bâle.** *Fête pour la paix.* Sur la scène principale : musique. A côté : forums, ateliers, programme pour enfants, buffet jusqu'à **18h.**

LIBÉRÉ APRÈS 8 ANS DE DÉTENTION SANS JUGEMENT, GRACE A LA SOLIDARITÉ

L'Association internationale contre la torture (AICT) communique :

Détenu depuis près de huit ans sans jugement au Venezuela, M. Luis Alberto Solorzano a été finalement libéré.

Il ne fait pas de doute que la campagne organisée en sa faveur pendant les deux dernières années a porté ses fruits. Un comité pour la libération de Luis Alberto Solorzano, militant politique accusé de faits graves, mais jamais jugé, avait été lancé en mars 1983 en France, à l'initiative de M. Bernard Sauret qui avait été lui-même détenu au Venezuela pendant sept mois puis libéré sans jugement, et qui avait connu en prison L.A. Solorzano. En Suisse, c'est l'AICT qui a repris cette campagne.

Il aura donc fallu des centaines ou des milliers de lettres, de télégrammes, de démarches, des articles dans la presse à l'intérieur du Venezuela et dans le monde, pour obtenir cette libération.

Notre satisfaction, cependant, reste mêlée d'inquiétude à cause des informations qui nous parviennent sur la situation lamentable dans les prisons du Venezuela, notamment en ce qui concerne les prisonniers politiques.

Aujourd'hui, nous nous réjouissons avec Luis Alberto Solorzano, et nous tenons à remercier ceux et celles qui ont cru, encore une fois, qu'une lettre n'est pas un effort perdu.

Vient de paraître : *Urbanisme lausannois : Vous permettez ? C'est l'affaire de tous !,* brochure de la Commission logement et urbanisme du PSO, section vaudoise.

Elle vous dira tout sur les démolitions à Lausanne et les propositions du PSO sur l'urbanisme. Fr. 4.—. A commander à : PSO, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne.

* * *

QUATRIÈME INTERNATIONALE
N° 16, 1er mars 1985

Ernest Mandel — La course au réarmement et les problèmes du mouvement pour la paix en Europe.

Alliance ouvrière et paysanne au Mexique.

Margarito Montes Parra — Lutte pour la terre et le pouvoir : la construction de la CNPA mexicaine.

Livio Maïtan — Encore sur gouvernement ouvrier et paysan et Etat ouvrier : en guise d'autocritique.

Alan Wald — Le marxisme et les intellectuels : pour un engagement critique.

Alfonso Leonetti.

Notes de lecture.

Revue théorique de la IVe Internationale disponible dans nos locaux.

40 000 CONTRE L'AMIANTE

C'est pas (encore ?) d'une manif qu'il s'agit, mais de la souscription du PSO pour l'aider financièrement dans sa campagne contre l'amiante. Voici l'état au 23 mars 1985 :

Etat au 4 mars	*19 477.—*
donatrice La Chaux-de-Fonds	20.—
donateurs/trices Zurich	2890.—
donateur	20.—
donateur Baden	30.—
donateur Winterthour	20.—
PSO Bâle	300.—
donateurs/trices Neuchâtel	692.—
donateur Fribourg	100.—
PSO Olten	500.—
Total au 23 mars	**24 049.—**

En vous rappelant que l'objectif se monte à 40 000 francs, la lutte continue au CCP 80 - 44457, SAP/PSO, Zurich, avec la mention "amiante". Merci.

INPRECOR
Intercontinental Press
N°192 du 18 mars 1985

C. Garmendia, F. Rivera — Nicaragua, Riposte populaire à l'agression impérialiste.

Salvador, Les limites du dialogue. Entretien avec un représentant du FMLN-FDR.

Pérou, Un cours nouveau pour le PRT.

Arthur Wilkins — Pologne, Le régime lance une campagne anti-ukrainienne.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'internationale — Irlande, Luxembourg, Egypte, Bolivie, Grande-Bretagne.

Grenade, La gauche révolutionnaire se reconstruit. Entretien avec George Louison — Propos recueillis par Charles Michaloux.

Revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IVe Internationale disponible dans nos locaux.

AMÉRIQUE CENTRALE AMÉRIQUE LATINE...
EN DÉBAT

Trois conférences organisées par le **Parti socialiste ouvrier,** section vaudoise, au **local du PSO,** 3, rue Chaucrau, à **LAUSANNE.**

jeudi 25 avril, 20h15
Eglise et révolution en Amérique latine
La Théologie de la Libération

jeudi 30 mai, 20h15
Chili : le mouvement populaire contre la dictature de Pinochet

jeudi 20 juin, 20h15
Guatemala : un pays oublié ?

ÀproPSO

NON AU TRAVAIL LE DIMANCHE

Si MM. Hayek, Arnold et compagnie ont racheté Ebauches SA, ce n'est pas pour "sauver" l'horlogerie et une région, mais pour faire un maximum de profits. Ils savent bien que le travail en équipes tournantes et le travail de nuit produisent de façon durable des effets néfastes pour la santé. Mais ce n'est pas leur problème. Pour eux, une seule chose compte : faire tourner les machines et les rentabiliser le plus rapidement possible. En clair, cela signifie obliger les ouvriers et les ouvrières à travailler 24 heures sur 24, tous les jours de l'an.

La décision du Conseil fédéral (août 1984) de maintenir l'interdiction du travail de nuit pour les femmes a retardé ce projet. Mais la direction d'Ebauches SA ne se plie pas si facilement aux décisions contraires à ses intérêts. Les démarches informelles — mais pas démenties — d'Ebauches SA en vue de casser cette décision et d'obtenir une dérogation montrent bien que la direction n'entend pas baisser les bras...

Et il semble bien qu'elle est en train de gagner une première manche dans ce sens : l'OFIAMT vient d'accorder l'autorisation de faire travailler à Marin certains secteurs les dimanches et jours fériés. Ebauches SA a donc trouvé une formule pour obliger les travailleurs à un horaire continu avant de revenir à la charge, demain, pour exiger le travail de nuit aussi pour les femmes.

Il s'agit là d'un nouveau pas, grave, dans l'atteinte portée aux conditions de vie et de travail. On ne prend même plus, du côté de la bourgeoisie, la peine de maintenir une moralité de façade : traditionnellement, le dimanche était censé être un jour de recueillement et de repos, aujourd'hui on veut en faire un jour consacré au profit patronal. N'oublions pas que ceux et surtout celles qu'on veut maintenant faire travailler en équipes, nuit et jour, seront les mêmes que l'on "remerciera" en les renvoyant à leurs casseroles ou au chômage lorsqu'on n'en aura plus besoin. Le travail que la direction veut faire faire jour et nuit (contrôle des circuits intégrés) ne va-t-il pas, en effet, être automatisé demain ?

Les travailleurs devraient perdre leur seul capital, la santé, pour que les patrons puissent acheter des machines automatisées qui réduiront l'emploi ? **C'est absurde !** Il faut tout faire pour s'opposer à cette logique. A quoi sert le progrès s'il ne profite pas aux travailleurs ?

Le PSO ne défend pas seulement les intérêts matériels et la santé des travailleurs, il défend aussi leur dignité et leur organisation sociale. **C'est tout cela qui est aujourd'hui menacé.** La commission du personnel, le syndicat et tous les travailleurs doivent refuser la dégradation supplémentaire de leurs conditions de vie qu'implique le travail 24 heures sur 24, tous les jours de l'an. **Travailler le dimanche ? Non !**

Parti socialiste ouvrier
— section de Neuchâtel

SOMMAIRE

ÉDITORIAL
AFRIQUE DU SUD : la révolte gronde 1

POLITIQUE
Débats écologiques au Parlement : vert-de-gris et gris-vert 3
Neuf ans après Seveso : la dioxine de Karsau, comme à Figino ?
Pilatus PC-7 : hypocrite et menteur 8
Pinochet s'arme sous licence suisse 8
Genève : appel pour une liste unitaire de gauche 8

SOCIAL
Promotion économique neuchâteloise : un sparadrap sur une hémorragie 4
SOS racisme : touche pas à mon pote ! 4
Formation professionnelle : la loi violée dans deux tiers des cas 4
Droit à la vie : repeupler... mais blanc ! 5
Capitalisme et crise 5

DOSSIER
Table ronde : faut-il supprimer l'armée ? 6 - 7

INTERNATIONAL
LIBAN : vieux jeu, nouvelle donne 9
Course aux armements : la militarisation de l'espace 9
BELGIQUE : 150 000 non aux missiles 9
NICARAGUA : "exprimer les besoins des femmes", entretien avec Maria Bolanos 10
HONDURAS : quand les GI's sèment les bordels... 10

A LIRE
"Les pauvres dans la ville", de Marie-Jo Glardon 11

L'ÉVÉNEMENT
BOLIVIE : "forger l'unité ouvrière et populaire", interview d'un dirigeant du POR 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte	22,50
une année, env. ouverte	45.—
une année, env. fermée	55.—
une année, étranger (Europe)	80.—
abonnement de soutien	100.—

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :

prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IVe Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Débats écologiques au Parlement :

Vert-de-gris et gris-vert

«Kaiseraugst se fera avec l'aide de l'armée." Cet avertissement lancé par le socialiste Helmut Hubacher n'a manifestement pas ému les 118 conseillers nationaux qui ont accordé le feu vert à la centrale nucléaire. Le refus de toute la région bâloise, qui ne veut pas devenir "une Ruhr nucléaire", et que vient de confirmer la manifestation de 10 000 personnes sur le chantier de la centrale, a été, purement et simplement, débouté par la majorité bourgeoise, comme une "quantité négligeable". Ce n'est qu'une "minorité", et celle-ci doit se plier à la majorité – celle qui a rejeté les initiatives antinucléaires. Tel était l'argument central de ces interprètes de la "volonté populaire".

Car pour des interprètes, ils n'ont pas peur des contresens. Quelques jours plus tard, les mêmes conseillers nationaux – radicaux notamment – ne se sont pas privés de monter à la tribune pour dénoncer la "votation trompeuse" sur la taxe poids lourds et demander que le Conseil fédéral revienne en arrière. En clair : subventionner les patrons camionneurs. Si un parlementaire de gauche osait ainsi critiquer un scrutin en politique sociale, quelles leçons de "démocratie" n'entendrait-on pas !

A Kaiseraugst, cette "démocratie", c'est la loi du lobby nucléaire. La "clause du besoin" ne se discute pas – même si des solutions alternatives existent. Quant à l'autorisation finale, qui devrait dépendre en dernier ressort de l'élimination des déchets, la majorité bourgeoise fait d'avance confiance aux rapports truqués de la Cedra. Tout est vu, entendu d'avance. Et pourtant, Kaiseraugst ne se construira peut-être pas. En coulisse, propositions et contre-projets se succèdent pour trouver une issue. Alors pourquoi avoir voté pour la construction de la centrale ? Parce qu'il ne fallait pas "céder" à la mobilisation antinucléaire, bien sûr. Mais pour une autre raison aussi. En accordant le principe, le Conseil national se garantit toutes les portes de sortie, en cas de retrait du projet : la "clause du besoin" permettra de construire ailleurs, comme le proposent certains, et, en tout cas, les promoteurs de Kaiseraugst auront droit à toutes leurs indemnités sur le projet mis au tiroir.

S'il en était encore besoin, ce vote aura eu le mérite de clarifier les camps. Quelques semaines plus tôt, le même Conseil national s'agitait sur la mort des forêts. L'écologie – semblait-il – gagnait en audience. On se prononçait pour l'essence sans plomb et les catalyseurs, pour la limitation à 100 km/heure sur les autoroutes. Des effets de la pollution industrielle en revanche, il est bien peu question. L'automobiliste-consommateur est le responsable de la mort des forêts, mais pas question de contrôles plus sévères sur les cheminées industrielles ! C'est qu'à tout bien considérer, la voiture avec catalyseur et l'essence sans plomb peuvent au moins avoir un avantage : stimuler une nouvelle demande dans le secteur automobile, tout en faisant un peu d'écologie. Mais à peine votées, ces mesures subissent déjà le tir de barrage du réactionnaire Conseil des Etats – cette prétendue Chambre des cantons. Tout le programme est déjà contesté, transformé en simple postulat et on peut être sûr que le grand spectacle du débat sur la mort des forêts va finir en petites répliques et dupliques de coulisse – jusqu'à ce qu'il n'en reste rien.

Un mécanisme aussi vieux que la "démocratie suisse" – auquel la droite tient à tout prix. Le Conseil des Etats vient de refuser le "double oui" (sur une initiative et un contre-projet) avec un argument qui en dit assez : cela permettrait aux initiatives d'avoir plus de chances de passer !

Le blocage systématique que subissent les revendications écologistes est – somme toute – le même que sur toutes les revendications sociales. Il n'y a qu'un vert que ce parlement bourgeois adore : le gris-vert. Pour tout le reste, il pue le vert-de-gris.

M. Thévenaz

La zone sinistrée de Seveso. A droite, enfant victime de la dioxine.

Neuf ans après Seveso :

LA DIOXINE DE KARSAU: COMME À FIGINO?

Figino, petit village de 150 habitants à la périphérie nord-est de Milan, était autrefois une communauté riante d'agriculteurs. Devenu un ghetto pris entre les zones industrielles de Rho et de Pero, son histoire intéressera certainement la population qui habite autour de la décharge industrielle de Karsau, sur la rive allemande du Rhin. On vient en effet d'y découvrir des déchets contenant de la dioxine, hautement dangereux et déposés sans protection.

Neuf ans après la catastrophe de Seveso, la dioxine fait toujours parler d'elle. A Milan, le procès des responsables de Seveso s'enlise. A Bâle, Ciba-Geigy annonce fièrement l'incinération réussie de 350 kg de déchets contenant de la dioxine. Il en reste deux tonnes à brûler et ce résultat, près de dix ans après la catastrophe, ne fera pas oublier qu'à Seveso les mesures de sécurité n'avaient pas été remplies.

L'incinérateur de Figino

Proche de Seveso, le village de Figino fut choisi par la Région Lombardie pour y installer un incinérateur. Il est entré en fonction en 1975.

Les plaintes et les problèmes n'ont pas tardé à se manifester. La cheminée fuyait, rendant l'air toujours plus désagréable. Les enfants contractaient des bronchites et des pharyngites récidivantes, qui ne cessaient que lorsqu'ils s'éloignaient de Figino. Dès 1977, les agriculteurs ont constaté d'étranges phénomènes de défoliation, en particulier dans les vergers. Cependant, les autorités ne sont intervenues que le jour où une inquiétante nouvelle se propagea : les fumées de l'incinérateur contenaient de la dioxine.

Les enquêtes ont mis en évidence un excès de cancers dans la population adulte jeune, surtout des cancers des voies respiratoires. En comparant le nombre de nouveaux cancers survenus entre 1976 et 1982 à Figino avec ceux survenus dans une province proche non contaminée (celle de Varese), on constata qu'à Figino les hommes entre 30 et 54 ans risquaient trois fois plus de contracter un cancer que dans la province de Varese. Un doute subsistait cependant : pouvait-on établir un rapport de cause à effet avec la présence de la dioxine? Le délai entre la mise en marche de l'incinérateur (1975) et l'apparition des cancers (1976) était très court et il faut, en général, compter avec un décalage chronologique (appelé *temps de latence*) de l'ordre de cinq à dix ans.

D'autres critères

Un médecin de la commission d'enquête décida alors d'adopter un autre critère pour mesurer l'intoxication : les maladies aigües qui surviennent peu après l'exposition au toxique. Les pharyngites et les bronchites des enfants avaient été constatées, mais il n'en restait pas de preuves objectives. Ce médecin reprit alors la **statistique des naissances et des avortements** survenus après 1975 pour la comparer avec les dossiers d'hospitalisation. Sur la quinzaine de naissances enregistrées en moyenne chaque année à Figino, il n'y a eu aucun avortement en 1975, deux à la fin de 1976, six en 1977 (dont deux en fin de grossesse et deux morts-nés). En tout, de septembre 1976 à décembre 1977, il y a eu huit avortements et deux enfants morts-nés. Puis, en 1978 et en 1979, il n'y en a de nouveau plus.

Si on considère ces six avortements et deux morts-nés du point de vue de la date de la conception, on constate que sur les onze grossesses conçues entre juillet et décembre 1976, six ont abouti à un avortement ou à un mort-né. Les quatre autres interruptions sont liées à des grossesses commencées en 1977.

Que s'est-il donc passé à Figino, dès le milieu de 1976, qui ait pu provoquer une épidémie de mortinatalité et d'avortements spontanés d'une part, des dégâts à la végétation d'autre part ?

La dioxine de Seveso ?

La réponse est venue peu après, lorsqu'on a appris que **4000 tonnes de déchets urbains provenant des zones contaminées par la dioxine de Seveso** avaient été incinérées à Figino d'août à novembre 1976. Il est très tentant de voir un lien de cause à effet entre ces deux événements, d'autant plus qu'on a constaté un excès d'avortements à Seveso après l'explosion d'Icmesa.

La commission officielle a alors procédé à des dosages de dioxine sur le terrain. Le résultat s'est avéré négatif... plusieurs années après l'incinération des déchets suspects.

L'incinérateur a donc été remis en fonction.

Il est toujours difficile de mettre en évidence des causes *"certaines et directes"* lorsque la recherche scientifique se déroule hors des laboratoires, en milieu social réel. Les faits décrits à Figino sont des indices supplémentaires en faveur d'une forte toxicité de la dioxine sur l'organisme humain, en particulier sur l'embryon. Mais comme conclut l'auteur italien de l'article que nous avons résumé ici[1] : *"Que La Roche ne se fasse pas de souci si elle veut brûler sa dioxine à Bâle : même si cela devait se produire, elle trouverait toujours une Commission d'experts prête à la justifier et à déclarer, avec toute la rigueur scientifique voulue, qu'il n'y a pas d'éléments permettant de remonter des effets à la cause, et que, de toute façon (...) la situation est sous contrôle."*

A. Morabia

1. Franco Berrino, "In condizioni di massima sicurezza", *Scienza Esperenzia*, juillet-août 1983, pp. 8-9.

Promotion économique neuchâteloise :

UN SPARADRAP SUR UNE HÉMORRAGIE

Le Conseil d'Etat neuchâtelois et tous les partis du Grand Conseil vantent la "promotion économique" comme la seule solution réaliste à la crise. Le PSO n'y a jamais cru. Aujourd'hui, après six ans de promotion économique, il est possible de tirer un bilan.

Malgré la politique de promotion et la **reprise économique,** il y a toujours plus de **2000 chômeurs** dans le canton. Ce chômage est utilisé pour faire pression sur les salaires. Plusieurs milliers de travailleurs ont subi une baisse de salaire en même temps qu'ils changeaient d'emploi. Beaucoup ont dû accepter un travail déqualifié, un allongement du temps de transport entre le lieu de travail et le domicile.

Bas salaires et bénéfices

Les patrons utilisent la crise pour attaquer les acquis du mouvement ouvrier. Ebauches SA / Marin, Favag, Mikron-Häsler et bien d'autres ont commencé à introduire le **travail flexible** : combinaison des heures supplémentaires avec le chômage partiel, contrats courts (trois mois), travail en équipe et de nuit, travail le samedi, voire le dimanche.

De nombreuses entreprises paient des salaires dérisoires : en 1983, Voumard engage des femmes pour 8 fr. 50 de l'heure. A titre de comparaison, une ouvrière de Bulova gagnait 11 fr.60 de l'heure en 1971 (!). Plusieurs **syndicalistes actifs** ont été licenciés en 1982-1983. Mais la reprise profite tout de même à certains. Toutes les grandes entreprises de la région ont annoncé une croissance de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices pour 1984.

En regard de ce tableau plutôt sombre, les partisans de la "promotion" objecteront qu'elle a créé 2000 emplois depuis 1978. Certes, mais 3000 emplois sont passés à la trappe rien qu'en 1982 et 15 000 depuis 1973. En outre, 1986 sera probablement une année de récession.

Promotion des profits...

Les instruments de la promotion économique sont constitués par un fonds de 21 millions, la possibilité pour l'Etat de cautionner des crédits bancaires et de prendre en charge les intérêts des prêts, l'acquisition et l'aménagement de terrains industriels, l'allègement fiscal des investisseurs.

Depuis 1978, l'Etat a soutenu 72 projets, dont une quinzaine concernant des entreprises étrangères. L'investissement global fut de 195 millions dont 30 millions cautionnés par le fond de promotion. Au cours des derniers dix-huit mois, les investissements bénéficiant du fond ont plus que doublé. Ceci montre en quoi les "succès" de la promotion découlent avant tout de la reprise générale des affaires, et non pas de la promotion en tant que telle.

Le Conseil d'Etat disait en décembre 1982 : *"... Presque tous les investisseurs se détournent de l'industrie. Les grandes banques sont réticentes à prendre de nouveaux engagements."* (*Rapport de gestion 1982 du Département de l'économie publique.*)

C'est précisément le nœud du problème : la promotion a beau offrir toutes sortes de cadeaux — payés par les salariés — aux patrons, ces derniers tiennent toujours le couteau par le manche.

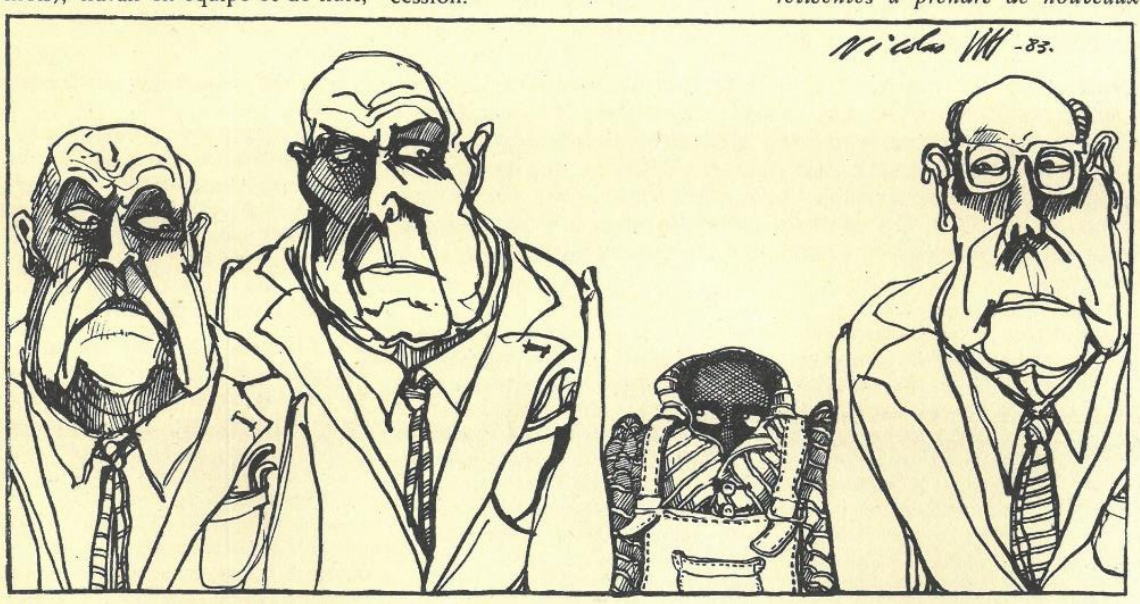
... au détriment de l'emploi

Xidex (fabrique de disques souples) promet 80 à 90 emplois pour juin 1984 à Fontaines. En automne 1984, elle quitte Fontaines pour Le Locle (jusqu'à quand ?), attirée par ses frontaliers et ses bas salaires. Promesse est faite d'y créer 300 emplois. Elle instaure le travail en équipe et ne veut entendre parler ni de syndicat ni de convention collective. Un ouvrier ayant un poste à responsabilité y gagne au maximum 2300 francs, prime d'équipe comprise ! Et l'on pourrait multiplier les exemples : SATS (entreprise de technologie spatiale) promet 100 emplois qualifiés ; n'en crée que 25 et ferme après une année et demi. Calida (La Chaux-de-Fonds) a débuté en engageant les ouvrières licenciées par les entreprises horlogères pour des **salaires horaires inférieurs** à ceux de l'horlogerie, pourtant déjà fort bas.

La majorité des entreprises qui ont bénéficié de l'aide de l'Etat travaillent dans le tertiaire. A ce sujet, l'Union syndicale cantonale remarquait, en novembre 1984, le bas niveau des salaires du tertiaire pratiqué dans le canton (24e rang pour les hommes et 26e rang pour les femmes). Elle demandait *"... une promotion économique qui ne se fasse pas à n'importe quel prix* (...); *de trop nombreux employeurs, nouveaux souvent, anciens aussi, semblent attirés surtout par les bas salaires neuchâtelois et s'empressent de confirmer cette politique salariale..."* (*Impartial,* 10 novembre 1984) Pas de syndicats et des bas salaires, voilà ce que de nombreux patrons voudraient généraliser. La promotion économique du Conseil d'Etat ne conduira à rien d'autre, même avec un chef socialiste de l'économie publique.

Que l'Etat commence par exiger des bénéficiaires du fonds le respect des droits syndicaux. Oh que non, rappelle l'*Impartial* du 28 février 1985, car, au-delà de la limite de la propriété privée, le pouvoir de l'Etat n'est plus valable, même si l'emploi et les salaires sont en jeu. Il faut donc prendre au sérieux la solution du contrôle public avancée de longue date par le PSO.

Pierre-Yves Oppikofer



La promotion économique au service des travailleurs ???

S.O.S. racisme :

Touche pas à mon pote!

Novembre 1984, alors que Le Pen distille allègrement et à haute dose à travers la France son discours raciste et haineux, de jeunes lycéens et étudiants décident de réagir suite à une nième scène de racisme dont ils sont témoins. Immigrés, jeunes de la deuxième génération, français ou métis, ils lancent le mouvement de solidarité *"S.O.S. racisme, Touche pas à mon pote".*

Après la marche des Beurs pour l'égalité en 1983 et la montée sur Paris des jeunes en mobylette de Convergence 84 l'automne passé, S.O.S. racisme veut affirmer, grâce à un symbole — une main ouverte de différentes couleurs —, la solidarité entre jeunes de toutes origines face au racisme [1].

300 000 de ces badges ont déjà été diffusés en France. Suite à un crime raciste, dont a été victime un jeune Marocain à Menton, sur la Côte d'Azur, l'association S.O.S. racisme a appelé pour le mardi 26 mars à une journée de protestation.

Aujourd'hui, ce mouvement a aussi trouvé des relais en Suisse. A Genève, plusieurs librairies alternatives, ainsi que le groupe de collégiens "Le Pavé" diffusent le badge *Touche pas à mon pote.*

A Lausanne également, ce badge commence à se répandre. Et à **Renens,** la ville de Suisse qui connaît le taux d'immigrés le plus élevé, **un pique-nique "S.O.S. racisme" est organisé le samedi 13 avril, dès 12h, au CRA (Centre de rencontre et d'animation, 3, rue de la Source). Une occasion de discuter de la réalité du racisme ici, et des possibilités de répandre cette extraordinaire vague de solidarité "touche pas à mon pote". Venez donc nombreux !**

Jean Fleury

1. Des badges *Touche pas à mon pote* peuvent être commandés auprès du PSO, à Lausanne, en téléphonant au 021 / 23 05 91 (3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne) ; à Genève, au 022 / 20 68 02 (22, rue Saint-Léger, 1204 Genève).

Formation professionnelle :

LA LOI VIOLÉE DANS DEUX TIERS DES CAS

La loi sur la formation professionnelle de 1980, contre laquelle la gauche et les syndicats avaient lancé un référendum, est loin de faire la part belle aux apprenti(e)s. Pourtant, aux yeux des patrons, elle est encore trop généreuse. Dans le canton de Berne, une enquête réalisée par la Conférence des jeunes (association d'organisations de jeunesse qui sert d'organe consultatif) révèle de nombreux cas de violation de la loi. A la suite de cette constatation, un groupe "Apprenti(e)s sans droits", réunissant des organisations de jeunes et des partis de gauche (dont le PSO), s'est constitué et a rendu publics les résultats de l'enquête. Les voici :

* Les deux tiers des apprenti(e)s questionné(e)s (560 sur 907) signalent une ou plusieurs violations.

* Parmi ceux et celles qui doivent tenir un journal de travail, 86 o/o ne peuvent le faire qu'en dehors du temps de travail alors que la loi le prévoit explicitement durant le temps de travail. Ce journal est important car il compte pour les examens finals d'apprentissage.

* 15 o/o des apprenti(e)s sont obligé(e)s de travailler au-delà du temps de travail légal. C'est particulièrement le cas dans l'hôtellerie et la restauration ainsi que chez les coiffeurs, les fleuristes, les jardiniers et les boulangers où ce sont 43 o/o des jeunes qui se plaignent à ce sujet.

* Pour ce qui est des travaux extérieurs à la formation, 27 o/o des apprenti(e)s en sont victimes. Les apprenti(e)s de commerce (47 o/o) sont les moins bien loti(e)s à cet égard.

* 13 o/o des apprenti(e)s questionné(e)s déclarent ne pas pouvoir fréquenter les cours à option durant leur temps de travail bien que la loi leur "offre" cette possibilité. Le secteur de la vente et celui des aides en pharmacie sont les premiers concernés.

La plupart des cas de violation de la loi s'observent dans les petites entreprises. L'exploitation des jeunes en apprentissage y est plus féroce que dans les grosses boîtes qui ont les moyens, et l'intérêt, de garantir une formation pas trop déficiente.

Face à ce constat, qui illustre parfaitement l'hypocrisie de la droite et du Conseil fédéral quand ils prétendent que tout va bien sur le front de la formation professionnelle, le groupe "Apprenti(e)s sans droits" a organisé un tribunal de l'apprentissage. Plusieurs revendications y ont été définies : la loi doit être strictement respectée par les patrons ; le droit pour chacun de suivre les cours à option, l'interdiction des tâches extérieures à la formation suivie et la possibilité de remplir le journal de travail pendant les heures de travail furent réaffirmés. De plus, le groupe "Apprenti(e)s sans droits" mettra sur pied un "coin des apprenti(e)s" où ils pourront dénoncer les cas de violation de la loi sans risque de répression. Le tribunal s'est également adressé au Conseil d'Etat bernois et à l'Office cantonal pour la formation professionnelle afin qu'ils veuillent bien faire respecter la loi.

Avec "Droit à la vie"
la droite revit :

REPEUPLER...

MAIS

BLANC!

Interfoto

L'initiative *Droit à la vie* vise l'interdiction absolue de l'avortement. Nul n'en doute, tant les déclarations sont claires. Mais pourquoi donc s'opposent-ils au droit à l'avortement ?

Droit à la vie...

En 1977, la "solution du délai" était sous les feux de l'actualité. Les adversaires d'une libéralisation de l'avortement tentaient de convaincre leur auditoire que toute vie, dès la conception — et indépendamment du projet des "géniteurs" — doit être protégée. La vie — en soi — est sacrée. L'embryon — même fruit de la rencontre involontaire d'un ovule et d'un spermatozoïde — est imposé comme vie humaine à la mère qui le porte, au mépris de ses choix. Elle devient criminelle si elle refuse cette grossesse, issue de l'échec de la contraception.

En 1985, les mêmes discours teintés de profonde intolérance réapparaissent. **Cependant, à période différente, argumentation différente.** Les promoteurs de l'initiative poussent un pas plus loin leur logique totalitaire.

... mais toutes les vies ne se valent pas !

"Il est de notre devoir de renforcer notre race, de soutenir et d'encourager des mariages prolifiques de notre race. C'est pourquoi nous rejetons fondamentalement la pratique libérale de l'avortement."[1] Un discours hitlérien ? Presque, puisque ici, en 1982, l'actuel conseiller national zurichois, Jean-Jacques Hegg, "Action nationale" et porte-parole de "Oui à la vie", reprenait les propos d'un groupe néo-nazi, *"Kameradschaft Adlerhorst"*.

Mais ces nostalgiques ne sont pas seuls. La menace du "déclin démographique de l'Occident", de race pure, c'est-à-dire blanche, figure aussi au point 18 de la brochure (provisoire) du Comité d'initiative : *"En Europe, plus de morts que de naissances. On entrevoit le moment où notre population aura tellement diminué qu'une identité culturelle de l'Occident ne sera plus possible."*

Ainsi, derrière le "Droit à la vie", resurgit la défense de l'Occident, de son hégémonie culturelle et économique sur la planète, avec son idéologie raciste. **Au nom des différences "naturelles" entre individus, et entre peuples, s'engage la défense des valeurs occidentales.** Le Mouvement conservateur libéral valaisan (MCLV) ne se fixe-t-il pas la mission civilisatrice par excellence : *"Défendre les valeurs fondamentales de la civilisation chrétienne."*[2] Et nul n'ignore les accointances entre le MCLV/Parti démocrate-chrétien et les milieux porteurs de l'initiative. Protéger la race, défendre la civilisation, impliquent entre autres remèdes "produire pure race". Le vieux discours colonialiste, nationaliste et raciste refait surface.

La venue de Le Pen à Sion, en novembre dernier, a donné des ailes à ce courant réactionnaire. Occasion pour Guy Genoud, conseiller d'Etat valaisan et membre du comité de patronage de l'initiative de se reconnaître *"à 100 o/o dans la ligne de Le Pen sur certains points, à savoir le respect de la vie, la lutte contre l'avortement, la restauration des vertus morales, chrétiennes et laïques"*[3].

Aucune fioriture dans l'argumentation, les vieilles thèses brandies par le nazisme sont dépoussiérées et présentées pour lutter contre **la menace contemporaine : la surnatalité des peuples du Sud et la submersion de l'Est qui prennent en tenaille l'Occident affaibli par la dénatalité !** Ce schéma simpliste joue sur l'angoisse que suscitent le vieillissement de la population, les confrontations culturelles, la peur des différences...

Double morale

La mission "civilisatrice" que s'arrogent les croisés du "Droit à la vie" se traduit par une double morale : ici en Occident, interdire le droit à l'avortement et favoriser toute mesure nataliste, et là-bas, endiguer l'explosion démographique, stérilisation — voire guerre et génocide — à l'appui. Le colonialisme a trouvé de nouveaux habits pour le XXe siècle. Pour enjoindre les "peuples civilisateurs" à procréer, pour contrer "l'autogénocide" de l'Occident, toute entrave doit être levée. Pêle-même, on s'attaque à la contraception et à l'avortement, preuves d'un fléchissement moral puisque la femme ne se soumet plus au "cycle naturel", donc à la "loi naturelle". L'initiative pourrait rendre illicite même le stérilet ! On dénonce bien sûr la précocité des rapports sexuels, leur multiplication et leur forme perverse qu'est l'homosexualité.

En outre, la crise économique offre un terrain idéal. Ce n'est pas seulement une aubaine pour faire de l'étranger le bouc émissaire de tous les maux. C'est aussi propice aux campagnes pour revaloriser la maternité. La disponibilité accrue des femmes — une fois exclues ou marginalisées du marché du travail — les libère pour leur plus haute vocation : **repeupler... mais blanc !**

Nouvelle droite et Eglises conservatrices à la rescousse, le virage vers le redressement moral et la remise en place des femmes est suffisamment bien amorcé pour qu'on cherche à interdire l'avortement. Aucune hésitation pour le PSO, l'initiative "Droit à la vie" doit être combattue énergiquement, **car avec elle toute la droite revit.** Ce n'est pas un enjeu pour les seuls courants extrêmes les plus réactionnaires. Si les partis démocrate-chrétien (PDC), évangélique (EVP), Action nationale (AN), démocratique du centre (UDC) et certains radicaux se cachaient derrière des organisations telles "Oui à la vie" en 1980, aujourd'hui ils agissent à visage découvert et mettent toute la droite sous pression.

M.-Th. Sautebin

1. J.-J. Hegg, cité dans la *Wochenzeitung* du 1er décembre 1984.
2. *Le Matin*, 13 janvier 1985.
3. Interview donnée par G. Genoud au *Nouvelliste valaisan*, citée dans *Le Matin* du 16 janvier 1985.

* CAPITALISME ET CRISE *

LE CHÔMAGE TUE

L'*Encyclopédie de médecine, d'hygiène et de sécurité du travail*, publiée par le Bureau international du travail (BIT), consacre un article au syndrome du chômage. Les experts voient trois phases dans l'évolution de l'état physique et mental du chômeur. Dans un premier temps, le choc de se trouver sans travail est suivi d'un refus de la situation, mélangé à un sentiment de soulagement. Dans la phase suivante, le chômeur connaît une détresse croissante et prend conscience de la gravité de sa situation. Plus tard, il se résigne à son destin et ne cherche plus d'emploi. Il réduit ses activités sociales et passe la majeure partie de son temps chez lui devant la télévision. L'*Encyclopédie* cite des études qui établissent *"une corrélation entre des indices économiques tels que les taux d'emploi et le fléchissement des revenus réels et des indices de santé, notamment les taux de mortalité et de suicide ainsi que la fréquence des maladies de cœur et des troubles mentaux"*.

Le professeur américain M.H. Brenner en conclut que *"si le nombre de chômeurs augmente d'un million en cinq ans, on enregistrera probablement, par rapport aux statistiques normales d'une période exempte de chômage massif et prolongé, 50 000 décès supplémentaires pour cause de maladies en général, 167 000 décès supplémentaires imputables à des maladies de cœur et 63 900 admissions de plus dans les asiles psychiatriques."* Les personnes les plus vulnérables à ce syndrome du chômage sont les chômeurs dans la cinquantaine, les handicapés, les personnes précédemment atteintes de troubles physiques et mentaux, les jeunes quittant l'école sans avoir obtenu de bons résultats et les membres des minorités ethniques. En outre, les experts ont constaté que le chômage laisse des cicatrices — lorsqu'on n'en meurt pas — même après une réinsertion dans la vie active. Le capitalisme en crise fait sienne de plus en plus ouvertement la vieille loi de la jungle : que les plus faibles disparaissent !

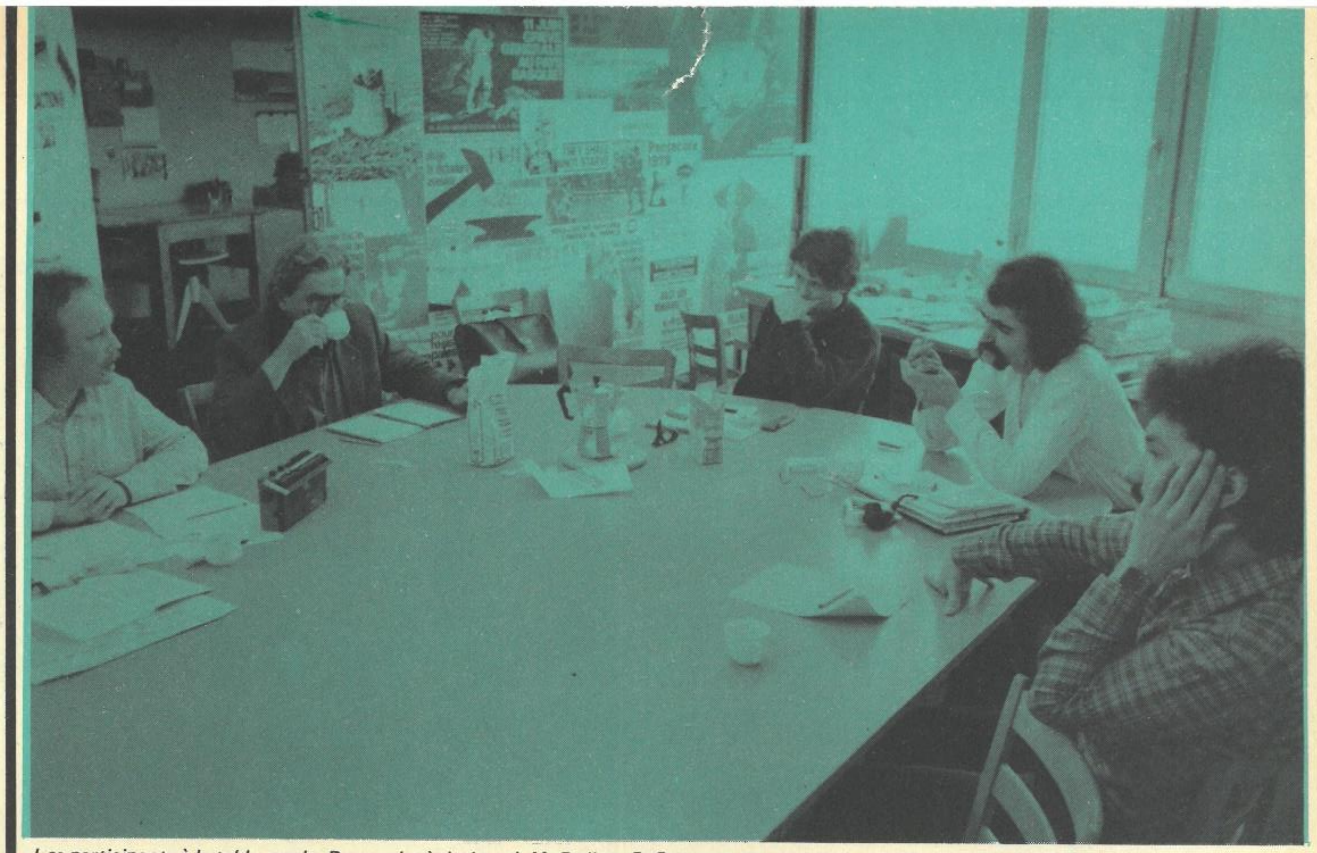
VAUT MIEUX ÊTRE RICHE ET EN BONNE SANTÉ...

Le docteur américain Arnold S. Relman, rédacteur en chef de la prestigieuse revue médicale *The New England Journal of Medicine* se demande à quoi servent les hôpitaux. A l'appui de sa question, il raconte l'histoire arrivée à un médecin d'un petit hôpital de campagne en Caroline du Nord. Ce médecin voit arriver un patient qui présente un problème neuro-chirurgical grave. L'intervention chirurgicale s'impose. Aussitôt il contacte l'hôpital régional le plus proche, équipé d'un service de neuro-chirurgie. Mais l'administration de cet hôpital privé refuse le transfert du patient. Raison : il n'a pas d'argent.

La même aventure est survenue à un jeune homme accidenté transporté dans un hôpital privé de l'Arizona. Apprenant l'insolvabilité de l'accidenté, cet hôpital le transfert dans un hôpital public. Le traitement du jeune homme en sera retardé. Résultat : il restera handicapé à vie.

Le docteur Relman en conclut que, tant que l'administration Reagan considérera les hôpitaux comme de simples entreprises commerciales, les pauvres auront toutes les peines du monde à avoir droit aux premiers soins d'urgence. La privatisation des services publics prend quelquefois une couleur rouge sang.

Burke



Les participants à la table ronde. De gauche à droite : J.-M. Dolivo, G. Peters, le meneur de jeu, J.-Ph. Jeannerat et S. Piller. photo la brèche

Table ronde :

FAUT-IL SUPPRIMER L'ARMÉE?

SUISSE SANS ARMEE

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GPSA) vient de lancer une initiative populaire réclamant l'abolition pure et simple de l'armée en Suisse. Cette proposition, soutenue par le PSO et discutée depuis plus d'une année dans les partis de gauche, les organisations de jeunesse et le mouvement pacifiste, n'a pas fini de faire parler d'elle. Déjà les associations d'officiers et la droite concentrent leur tir sur elle. Elle permettra en tout cas un débat de fond sur une série de questions encore largement considérées comme taboues en Suisse.

Afin d'ouvrir cette nécessaire discussion, La Brèche a organisé une table ronde réunissant les personnalités suivantes : Georges PETERS (membre du Comité directeur du PSS, député, membre du comité d'initiative "Pour une Suisse sans armée"), Jean-Philippe JEANNERAT (secrétaire du Centre Martin Luther King, ex-président du comité d'initiative "Pour un authentique service civil"), Sulpice PILLER (membre du Comité national de la Jeunesse socialiste suisse) et Jean-Michel DOLIVO (membre du PSO et du comité d'initiative "Pour une Suisse sans armée"). Tous les participants se sont exprimés à titre personnel.

LA BRÈCHE : **Tout le monde autour de cette table est favorable à la lutte pour le désarmement. Dans ce sens, l'initiative Pour une Suisse sans armée met en avant une revendication très radicale. Dans quelle stratégie globale faut-il situer la revendication de l'abolition de l'armée en Suisse ? Faut-il se prononcer pour ou contre cette revendication aujourd'hui ?**

SULPICE PILLER : Je suis moi aussi pour le désarmement. Mais cette initiative est fausse, voire illégitime, tant sur la forme que sur le fond. Si l'on veut favoriser le désarmement et la démilitarisation de la société, ce n'est pas par une espèce de coup de massue qu'on va y parvenir. Il faut tout d'abord tenir compte de certaines réalités. On a une armée de milice, très enracinée dans la population. Il y a aussi le contexte politique international. Je suis pour la détente entre les deux blocs politiques et militaires, je suis pour le désarmement bilatéral et pour que la Suisse y participe activement. Mais ceci est impossible sans une réelle volonté de désarmement aux Etats-Unis et en URSS. Or je constate un blocage dans les négociations. Aussi, dans ce contexte, l'initiative sera contre-productive car elle risquera de renforcer la droite militariste. En outre, cette initiative est irresponsable. Les initiants disent, d'une part, qu'il faut abolir l'armée et, d'autre part, qu'il s'agit surtout de sensibiliser l'opinion publique. Ainsi on envoie quasiment au feu des jeunes gens à la veille de leur insertion professionnelle, qui vont se griller professionnellement et politiquement en s'engageant pour cette initiative et on leur dira ultérieurement : *"Excusez-nous, c'était uniquement pour conscientiser l'opinion publique"*. Je formule donc deux critiques essentielles à son encontre : ou l'initiative aboutit et elle se fera rejeter par 90 o/o des votants, ou elle n'aboutit pas et elle aura découragé de nombreuses personnes qui se seront battues pour elle. Aussi bien la situation nationale qu'internationale est défavorable à une pareille initiative. Plutôt que de se baser sur ce genre d'utopie, il vaudrait mieux se battre pour l'initiative du Parti socialiste (PSS) réclamant l'introduction du référendum facultatif en matière de dépenses militaires, histoire d'aller pas à pas, de façon réformiste vers une démocratisation de l'armée.

JEAN-MICHEL DOLIVO : Sulpice Piller a affirmé de manière péremptoire que cette initiative était sur le fond et sur la forme illégitime et irresponsable. Avant de répondre à de telles allégations, il est nécessaire de rappeler dans quel contexte elle est lancée aujourd'hui. La situation se caractérise par le développement, ces dernières années en Europe, d'un large mouvement pour la paix, par une forte mobilisation contre les missiles et la nouvelle offensive de réarmement. Il est vrai que ce mouvement n'a pas réussi à mettre en échec le stationnement des missiles. Ces mouvements pour la paix ont une spécificité : ils se sont développés dans une période de crise profonde du système économique et social à l'Ouest ; ils ont ainsi amené à ouvrir un débat, une réflexion, sur comment s'opposer radicalement à cette nouvelle course aux armements. La conjonction entre la crise généralisée du système social en Europe occidentale et l'offensive d'armement a été le terreau pour une telle discussion. Très vite dans une partie de ces mouvements, il est apparu clairement que toute perspective de négociations au sommet était illusoire : dans l'histoire du développement des armes atomiques aucune négociation de ce type n'a réellement enrayé la course aux armements.

Le problème posé est alors : comment arrêter cette logique meurtrière ? C'est très légitimement qu'une partie du mouvement pacifiste fait des propositions plus radicales, plus fondamentales. L'initiative Pour une Suisse sans armée va dans cette direction. Chaque centime pour l'armée est un centime de trop ! En Suisse, comme dans tous les pays capitalistes, la nouvelle vague de réarmement, impliquant une croissance vertigineuse des dépenses militaires, s'est accompagnée d'une diminution des dépenses sociales, d'une politique d'austérité. Pour la Suisse, ce n'est pas moins de 8,7 milliards d'investissements militaires qui sont prévus pour les années 1984-1987. La militarisation de la société va aussi bon train : projet d'intégration des femmes à la défense générale, introduction de la garde armée avec munitions, etc. Cette initiative s'oppose radicalement à cette évolution ! Les dépenses militaires, cette armée ne sont pas nécessaires ! L'initiative est également la concrétisation, pour la Suisse, de la perspective d'un désarmement inconditionnel, unilatéral, revendication de fond avancée par une partie importante des mouvements pacifistes pour sortir de l'engrenage de la course aux armements.

JEAN-PHILIPPE JEANNERAT : Je tiens à préciser que je ne suis pas membre du comité d'initiative et que, dès le lancement de l'idée, j'ai émis de très fortes réserves. Mais je n'ai jamais voulu prendre position pour décourager ceux et celles qui estiment bien de lancer une telle initiative. Ce que je vais donc dire ici est une sorte de synthèse modérée des positions qui s'affrontent dans ce débat.

Dans l'optique d'un désarmement généralisé et progressif, l'efficacité est essentielle. Cela veut dire qu'il faut définir des alliances avec des milieux divers préoccupés par le fait que la course aux armements est devenue absolument incontrôlable. L'initiative me semble avoir un grand défaut. En mettant radicalement en cause l'institution militaire, elle exclut des alliances toute une série de milieux qui s'expriment de façon critique face à l'usage des armes, mais qui ne sont pas prêts à envisager la suppression de l'armée suisse. Notre armée correspond à une politique de neutralité fidèlement suivie depuis plusieurs décennies. Si une telle politique était pratiquée en Europe par d'autres puissances, les tensions baisseraient considérablement. La suppression de l'armée suisse ne provoquerait pas, à mon avis, un processus de détente, voire de désarmement accéléré en Europe occidentale. Mais de même cette suppression n'augmenterait certes pas l'insécurité dans laquelle nous nous trouvons. Donc pour répondre à la question posée, je dirai : l'initiative est légitime parce qu'elle correspond aux aspirations d'un grand nombre de gens aujourd'hui. C'est une raison suffisante pour la lancer. Mais sa stratégie n'est pas d'abord, dans l'esprit des initiateurs, une stratégie pour le désarmement immédiat. C'est une stratégie de thématisation. En posant la question centrale du rôle de l'armée — est-ce qu'il nous en faut une ou pas ? — on pose la question de la politique de sécurité. Cette méthode provocante est certainement, dans les circonstances actuelles, une des plus adéquates pour contraindre au débat.

GEORGES PETERS : Je pense que cette initiative est légitime. Comme le dit Jeannerat, elle peut contraindre au débat. Mais il ne faut pas en attendre trop. Peut-elle être utile pour le désarmement universel ? Evidemment pas. Si l'armée suisse est abolie demain, l'équilibre des puissances n'en sera nullement touché et personne d'autre ne se sentira obligé de désarmer. Cette initiative ne concerne donc que la politique nationale.

Venons-en à la lutte indispensable pour le désarmement universel. Si j'étais français, anglais ou à plus forte raison américain, je serais "unilatéraliste". Pour toutes sortes de raisons d'équilibre des forces, le désarmement universel devra **commencer** à l'Ouest, ne serait-ce que parce que l'Ouest est plus puissant, économiquement et militairement. Mais, je le répète, l'abolition de l'armée suisse ne déclenchera pas ce processus.

La discussion actuelle porte strictement sur une question : est-il utile pour la Suisse, petit pays, d'apparence neutre, d'avoir une armée ? L'initiative ne soulève ni les dépenses militaires, ni même le problème de la militarisation de la société. Elle ne pose qu'une question : à quoi sert l'armée ? Voilà la question à laquelle je ne sais pas répondre actuellement. Dans l'hypothèse de la défense des frontières, contre quel adversaire la Suisse doit-elle se protéger ? La droite parle évidemment de l'URSS. Est-ce que militairement l'armée peut nous défendre contre une pareille puissance ? En outre, que signifie défendre le pays face à deux, trois ou quatre bombes atomiques ? Ce sont les questions auxquelles il faut répondre.

L'initiative propose d'abolir l'armée. Elle ne propose **pas** de renoncer à la défense du peuple suisse et de ses libertés s'ils sont attaqués. Elle ne fait que soulever la question, si l'armée est un instrument utile à cette fin.

Jean-Michel Dolivo a dit qu'une guerre en Europe se transformerait très vite en holocauste nucléaire. Certains responsables politiques disent qu'une cause juste doit être défendue même si cela signifie la fin de l'humanité. Qui décide si une guerre est juste ou non ? Qui a le droit de décider de la mort des autres ?

Je suis assez sensible à l'argument de Sulpice Piller quand il dit qu'il ne faut pas griller des jeunes gens pour cette initiative. C'est juste. Il faut s'y engager si on peut se le permettre. Et on ne le peut pas partout. L'initiative est entourée d'une atmosphère émotive exagérée par rapport à l'enjeu. Cette atmosphère rend les positions malaisées. Il faut espérer que, lors de la votation, il y aura plus de réflexion et moins de préjugés.

LA BRÈCHE : **Une série d'arguments et de contre-arguments ont été avancés. Nous allons faire un deuxième tour de table pour que vous puissiez vous répondre.**

SULPICE PILLER : D'accord avec Georges Peters sur beaucoup de points. La portée militaire de l'armée suisse n'a effectivement pas beaucoup de poids dans le concert international. D'accord aussi lorsqu'il se demande si la défense conventionnelle a un sens face à la perspective de l'holocauste nucléaire. Personnellement, je conçois la bombe atomique, que je conteste du point de vue éthique et moral, comme un instrument, issu de la situation dictée par la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui a permis durant plusieurs décennies d'éviter l'affrontement direct. Ainsi je suis favorable à ce que Helmut Schmidt appelle "le partenariat de sécurité" qui postule le remplacement, par les deux blocs, des stratégies officiellement défensives, bien qu'en fait offensives, par une confiance mutuelle. Par exemple, la théorie de l'OTAN de la riposte graduelle, qui se réserve le premier coup militaire atomique, doit être supprimée. Ceci implique la volonté de se mettre autour du tapis vert et de négocier sur tous les systèmes d'armement balistique et de portée moyenne. Il faut donc éviter, contrairement à Jean-Michel Dolivo, cette espèce de dédain contre les négociations. Les négociations bilatérales et multilatérales restent la seule possibilité pour une politique rationnelle.

Concernant le mouvement pour la paix allemand, il ne faut pas oublier qu'il organisait également des officiers de l'armée en accord avec la nécessité d'une défense conventionnelle. Le mouvement pour la paix dans sa totalité ne saurait être réduit au phénomène du pacifisme en tant que seule éthique de conscience. En ce sens, la traduction française de "Friedensbewegung" – mouvement pacifiste – est une distortion sémantique et politique. Enfin je conçois tout à fait le caractère relatif de l'armée suisse. Je suis néanmoins favorable au principe d'une certaine défense nationale, tout en militant pour "le partenariat de sécurité" ou la dénucléarisation, à l'Ouest comme à l'Est, quitte à renforcer la défense purement conventionnelle. Pour cela, il faut avoir en mains des instruments qui nous permettent d'engager le débat auprès des deux blocs.

JEAN-MICHEL DOLIVO : D'abord, sur la détente dont Sulpice se fait le défenseur. Je lui signale que cette détente n'est nullement la paix. Au contraire, elle a signifié plutôt le doigt sur la détente... du fusil contre les peuples qui se battent pour leur autodétermination et leur indépendance. C'est dans une période de soi-disant détente que l'intervention américaine a commencé au Vietnam ou que l'écrasement du Printemps de Prague a eu lieu. L'équilibre entre les deux "camps", c'est l'équilibre de la terreur ! Ensuite, la volonté d'un peuple de résister, de se battre pour défendre ses droits ne tient pas d'abord et avant tout à l'existence d'une armée. Ce qui compte, c'est la mobilisation d'un peuple pour défendre ses intérêts fondamentaux. On le voit aujourd'hui au Nicaragua où un peuple résiste face aux menaces de la plus puissante armée du monde. L'armée dans le cas du Nicaragua est nécessaire face aux menaces d'agression, mais elle est forte de la mobilisation populaire. La volonté de résistance du peuple polonais, symbolisée aujourd'hui par Solidarność, en est un autre exemple. Contre elle, les tanks du pacte de Varsovie ne suffisent pas !

Sur ce que dit Georges par rapport au poids d'un processus de désarmement en Suisse face à la course aux armements sur le plan mondial. Il est évident que l'armement en Suisse n'est pas comparable à celui des Etats-Unis, de l'URSS, de la France ou de la Grande-Bretagne. Mais la course aux armements existe en Suisse même, à l'échelle du pays. Il y a une augmentation vertigineuse des dépenses militaires. Par conséquent nous devons être logiques et poursuivre ici aussi un objectif de désarmement unilatéral qui signifie une Suisse sans armée. La militarisation de la société n'est pas le fait uniquement de l'armée. Certes, mais l'armée, avec sa hiérarchie composée au sommet de capitaines d'industrie, un état-major qui collectionne les sièges dans les conseils d'administration, n'est pas neutre. Elle sert les intérêts de la classe dominante ; et elle intervient dans la société "civile" pour imposer ces intérêts. L'exercice de défense générale 84 en est une illustration. Il était essentiellement basé sur des hypothèses de ruptures d'équilibres sociaux. La hiérarchie militaire ne se gêne pas du reste de le dire ouvertement, les Mabillard et Zumstein. Le brigadier Schuler l'affirmait très récemment dans une revue militaire : *"L'idée générale d'une attaque militaire venant de l'Est doit s'effacer devant le danger bien plus aigu de la guerre révolutionnaire (...) La guerre civile en Europe ne deviendra aigüe qu'à la suite d'une grande crise économique."* On est là au centre de la discussion : à quoi sert l'armée ? Et voilà la réponse des militaristes.

JEAN-PHILIPPE JEANNERAT : Je suis un farouche partisan du désarmement unilatéral si on entend par là le renoncement volontaire à se procurer des armes qui permettent de porter la guerre sur le territoire de l'adversaire. L'armée suisse n'a pas de capacité opérationnelle à l'étranger, elle n'est capable d'opérer que sur son propre territoire. Ainsi pour revenir à la notion de mobilisation populaire qu'a soulevée Jean-Michel Dolivo, elle prend en Suisse le visage d'une armée de milice fortement approuvée par la majorité de la population. Or l'initiative demande au peuple suisse de renoncer à cet instrument réputé contreproductif pour les initiants. Si l'on se place sur le plan de la stricte efficacité militaire, les tenants de l'initiative se trompent. Dans le cas d'un conflit en Europe, où la Suisse bien entendu ne serait pas impliquée seule, et si l'on exclut l'hypothèse de l'excursion nucléaire, l'armée suisse a une capacité de verrouillage du territoire remarquablement élevée. Mais les initiants posent le problème en termes beaucoup plus politiques et même existentiels. Ils disent : dans un monde en pleine crise sociale, économique, historique, dont les valeurs fondamentales sont bousculées et qui risque des conflits de plus en plus graves, il y a lieu de remettre en cause nos comportements les plus fondamentaux. Ils ont raison de poser cette question-là. Moi je ne l'aurais pas posée aujourd'hui par le biais d'une initiative. J'aurais tenté d'inventer des attitudes politiques nouvelles, ce que le mouvement pour la paix a essayé de faire. Mais il s'y est cassé la figure.

Pourquoi l'initiative est-elle lancée ? Je propose une réponse provisoire. Le mouvement pacifiste s'est fatigué sur ses revendications et on assiste actuellement à une large démobilisation. D'autre part, le mouvement socialiste et ouvrier, qui, lui, porte depuis le début du siècle la revendication d'un antimilitarisme fraternel et international, n'est plus du tout capable d'en réaliser l'idéal. Ainsi les gens qui souhaitent se battre dans ce sens ne peuvent plus se tourner vers lui. De la sorte, une fraction de la population s'organise spontanément pour reprendre cette vieille espérance, cette tentative de toujours de vouloir vivre dans un monde plus fraternel. Ces gens posent la question de façon provocante, mais en même temps pleine d'humour.

Lors d'une conférence internationale à Genève : l'armée suisse fidèle à son rôle de flic. Interfoto

GEORGES PETERS : Il est évident qu'un désarmement devra être obtenu par des négociations internationales. Mais sans pression populaire, elle ne mènent à rien... C'est précisément l'échec de ces dernières années. Le mouvement pour la paix existe toujours, mais il n'a plus de force mobilisatrice.

Sulpice Piller dit que, depuis 1945, la guerre a été évitée grâce à la bombe atomique. C'est une hypothèse non vérifiée et dangereuse : on pourrait en abuser pour dire que le désarmement nucléaire unilatéral ou bilatéral entraînerait tout de suite la guerre. J'aimerais revenir à la question du début. A quoi sert l'armée suisse ? Si elle ne sert pas à défendre les frontières, nous avons tout de même une armée de milice et le danger de son abus existe. A ce sujet, plusieurs arguments avancés par Jean-Michel Dolivo ne sont pas faux. La social-démocratie allemande, durant les quinze années d'après guerre, a défendu l'idée d'une armée de métier. Pareille armée est cependant plus facilement utilisable pour des tâches de répression interne. Une armée de milice est heureusement moins malléable, même s'il est vrai qu'au moins un exemple dans l'histoire suisse montre qu'à l'occasion on peut en abuser pour des tâches de répression interne.

Quant à la capacité de verrouillage du territoire qu'a, d'après Jean-Philippe Jeannerat, l'armée suisse, je ne serais pas aussi affirmatif. On ne peut pas vraiment verrouiller un territoire. Donc on revient toujours à la même question : à quoi sert l'armée suisse ? C'est à partir de la réponse à cette question qu'on pourra évaluer si ça vaut la peine de supporter les dépenses militaires, la militarisation de la société, etc.

LA BRÈCHE : **En cas de votation sur l'initiative, ne risque-t-elle pas finalement de se transformer en un plébiscite en faveur de l'armée et de la défense nationale ?**

JEAN-MICHEL DOLIVO : L'initiative Pour une Suisse sans armée contribuera à ébranler un peu plus le mythe de la défense de la Suisse par l'armée aux frontières. Vu les risques d'une confrontation nucléaire, la perspective de défense du réduit national ne tient guère ! La campagne de signatures permettra de débattre de ce problème de fond. L'écho rencontré en Suisse par le mouvement pour la paix montre qu'il y a une place pour un tel débat. Les réactions virulentes des associations d'officiers et de la droite, par rapport au service civil ou au lancement de l'initiative, témoignent de l'inquiétude de voir le "consensus" sur l'armée se fissurer plus sérieusement. Les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées à deux reprises à Berne pour la paix en 1981 et 1983, l'écho de l'initiative sur le droit de référendum sur les crédits militaires, l'impact de la campagne pour un véritable service civil inquiètent ces forces promilitaristes. L'initiative Pour une Suisse sans armée n'ira pas du tout dans le sens d'un plébiscite mais, au contraire, contribuera à renforcer ce courant d'opposition radicale à un système qui a pour drapeau la guerre, la faim et l'injustice.

GEORGES PETERS : Je ne pense pas que l'initiative se transformera en un plébiscite. Cela dépendra du degré d'émotivité qui entourera la votation. Si cette émotivité atteint un haut degré, si on n'a aucune chance de faire un bon résultat, il faudra alors retirer l'initiative. J'ai assez confiance dans le bon sens du peuple suisse pour penser que, même en cas de rejet, l'initiative ne deviendra pas un plébiscite sur des questions autres que celle qu'elle soulève. Un rejet ne signifiera rien d'autre que le maintien du statu quo. Par conséquent le risque de contrecoup n'est pas suffisant pour ne pas lancer l'initiative.

Actuellement, il faudrait surtout essayer de dédramatiser, de "dé-émotionnaliser" le débat. Personne ne conteste qu'il faille défendre l'indépendance du pays si c'est possible. Mais si l'attaque se manifeste par quatre bombes atomiques, que restera-t-il à défendre ? Je pense donc que l'initiative a l'avantage de poser ces questions. Ce que l'initiative deviendra comme instrument politique en fin de compte sera déterminé par les rapports de forces entre la droite et la gauche et non pas par les résultats de la votation ou de la campagne qui la précédera.

JEAN-PHILIPPE JEANNERAT : On ne peut pas répondre précisément à cette question. Pour l'instant, l'initiative doit récolter 100 000 signatures. Ce qui comptera, c'est la capacité du Groupe pour une Suisse sans armée de les rassembler de façon motivante, de créer de nouvelles alliances dans la gauche pour une part, dans la mouvance pacifiste pour une autre part. Si l'initiative aboutit, il y aura une longue période qui précédera la campagne de votation. Il s'agira alors d'appréhender, sur la base du travail fait et de l'évolution sociale, si l'initiative vaut une campagne de votation ou non. Je ne sais pas ce que la crise nous apprendra d'ici cinq ou sept ans, ce que le peuple suisse sera capable de vivre comme réformes de ses institutions.

Par contre, je suis très préoccupé par les manœuvres de certains milieux qui visent à marginaliser complètement cette initiative. Il faut donc faire le maximum pour qu'elle aboutisse rapidement. J'espère qu'elle pourra être déposée au début de l'année 1986, Année internationale de la paix, comme étant une des façons de poser la question comment peut-on atteindre la paix dans un monde pareillement en crise et que cette question sera perçue comme légitime.

SULPICE PILLER : Bruno Kreisky disait : *"Il faut avoir des visions et des utopies qui aient au moins certains parallèles avec ce que nous appelons le monde réel."* Je ne veux pas faire de la politique dans une tour d'ivoire. Lorsque le camarade du PSO prétend que cette initiative pourra ébranler quelques idées reçues, je réponds que c'est une illusion. Notre armée de milice est bien implantée dans la population. Si l'on veut limiter les excès de l'armée – elle en a toujours fait – ou réduire sa charge financière, battons-nous alors pour l'initiative du PSS sur les crédits militaires. Sans remettre en cause l'existence de l'armée, on pourra ainsi débattre du sujet.

Au cas où l'initiative passe en votation, elle se fera balayer à plus de 90 o/o et deviendra un plébiscite en faveur de l'armée que la droite utilisera pour bloquer tout progrès en matière de service civil. Les objecteurs de conscience en supporteront alors les conséquences.

Ceci dit, je ne plaide pas pour l'armée telle qu'elle est. J'ai indiqué tout à l'heure quelle voie suivre pour aller vers la dénucléarisation et le désarmement. Je répète simplement qu'on est obligé de tenir compte d'un certain réalisme qui nous est imposé par le contexte national et international.

Propos recueillis par P. Girardet

Delamuraz, serviteur de Bührle :

HYPOCRITE ET MENTEUR

Après des mois d'"examen", le Conseil fédéral a confirmé, le 11 mars, que le *Pilatus PC-7* (l'avion de Bührle conçu pour le combat), ne tombe pas sous la Loi fédérale sur le matériel de guerre. *"La loi est contournée par nos autorités elles-mêmes"*, écrit *Le Courrier* du 12 mars 1985, *"et les intérêts du commerce l'emportent sur les droits de l'homme."* On ne saurait mieux décrire le rôle du Conseiller fédéral Delamuraz, serviteur de Bührle.

A force d'être dénoncée [1], l'utilisation des Pilatus PC-7 dans les combats du Guatemala ou d'Iran a fini par émouvoir le Conseil fédéral.

Et à le faire parler. C'est sans doute le premier mérite de la campagne de presse menée depuis de longues années. Car à force de "causer", le Département militaire fédéral s'est coupé.

Le 30 mars 1978 à *Tout Va Bien*, le DMF affirmait que *"ces avions ne pouvaient emporter d'armes"*. On a signalé les "points de fixation" sous les ailes, pouvant porter des bombes. Alors Marc Virot, du DMF, a déclaré le **24 avril 1980** à la Radio romande : *"Il y a des points d'accrochage qui peuvent prendre des charges (...) Mais on ne peut pas viser"*. Il entendait par charges des bidons d'essence ou du matériel de sauvetage. Mais *Le Matin* du 26 juillet 1984 publiait le prospectus **édité par Pilatus** présentant tous les équipements d'armes possibles sur son avion.

Le 11 mars 1985, le rapport du Conseil fédéral transforme donc ses mensonges de jadis en pure hypocrisie : *"Même si l'on admet que le constructeur était au courant des transformations apportées et même s'il les a facilitées par la conception même de l'avion"* il n'y a pas, pour autant, violation de la Loi sur le matériel de guerre. Puisque les avions sortent "civils" des frontières suisses !

La vérité, c'est que Pilatus veut pouvoir vendre ses avions et que le Conseil fédéral lui donne carte blanche. La Loi sur l'exportation de matériel de guerre n'interdit les livraisons qu'aux pays en conflit. Pourquoi donc Pilatus tient-il tant à ne pas y être soumis ? La déduction est logique : pour exporter **dans les zones de conflit !**

Non, répond Delamuraz. C'est pour "sauver l'emploi". Vieille tarte à la crème. Les régies fédérales auraient bien plus d'emplois à fournir dans des secteurs civils d'utilité sociale. Mais là n'est pas le souci du Conseil fédéral. Quand il en va des profits de Bührle, le DMF bafouille et le Conseil fédéral se fait tout petit. Serviteur de ses maîtres.

M. Thévenaz

1. Voir *La Brèche*, No 334, du 2 février 1985 dont l'article "Une visite à l'armée de l'air du Guatemala" dénonce l'utilisation militaire du PC-7.

PINOCHET S'ARME SOUS LICENCE SUISSE

Depuis janvier 1984, des contingents de six techniciens suisses se renouvellent, chaque trois mois, pour superviser le démarrage de la fabrication de fusils mitrailleurs au Chili sous licence de la société suisse SIG-SAUER. Ces armes, de calibre 7,62, peuvent tirer 700 coups par minute. La nouvelle, publiée depuis longtemps par *El Mercurio*, journal chilien proche du régime de Pinochet, souligne que ces armes ne seront pas seulement destinées à l'armée chilienne, mais aussi à l'exportation !

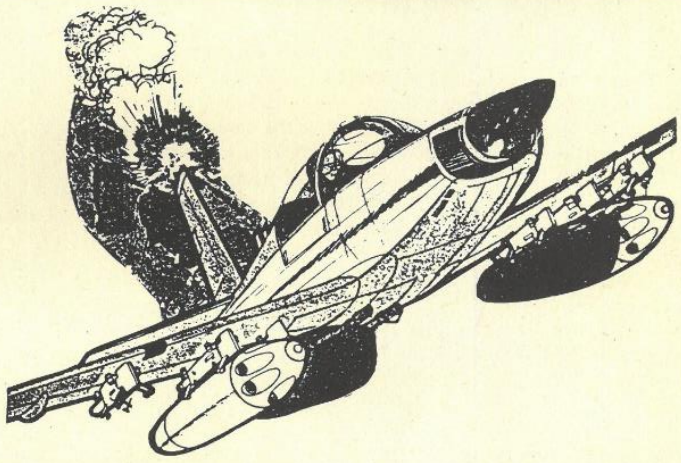
Ce n'est pas une exception. L'embargo sur les fournitures de matériel de guerre au Chili, décrété en 1973, a peu à peu été levé et remplacé par une prise en considération cas par cas. En 1976 par exemple, six hélicoptères destinés à la police chilienne, produits par Messerschmitt-Bölkow-Blohm (Allemagne fédérale), ont été acheminés en pièces détachées chez Air Maintenance à Genève pour être montés puis exportés, après essais sur l'aéroport de Cointrin. Un journaliste de l'ATS qui avait signalé l'affaire a été licencié par la suite.

En 1980, l'entreprise suisse d'armement MOWAG a aussi vendu une licence au Chili pour produire en série des chars blindés. Selon la presse de Santiago, MOWAG aurait en fait exporté les pièces par des filiales belge, israélienne et anglaise. La vente de la licence serait donc, dans ce cas, une simple façade. Un réfugié hongrois, Carlos Honzik, fut l'intermédiaire pour la signature de ce contrat. Il représente aujourd'hui SIG-SAUER pour la vente de licence des fusils.

Pinochet, qui vient d'élargir l'état d'urgence décrété le 8 novembre dernier, n'est pas seulement le dictateur que l'on sait. Il veut aussi devenir un exportateur d'armes célèbre. De fabuleux contrats ont été dernièrement signés avec le Honduras, le Salvador, l'Irak et l'Iran.

Mais la vente de licence ne tombe pas sous le coup de la Loi fédérale sur le matériel de guerre. Le Conseil fédéral vient de le rappeler. Les licences de la SIG sont comme les PC-7 "civils" : passées les frontières, ils deviennent un arsenal d'"armes, munitions, explosifs et autre matériel de guerre" dont la Loi devrait limiter l'exportation...

J. Gasparini



Genève :

Appel pour une liste unitaire de gauche

En prévision des élections cantonales de cet automne, un "Comité pour une liste unitaire" s'est formé en janvier et a rédigé l'appel qu'on lira ici. L'écho rencontré par cet appel, signé par une soixantaine de personnes toutes actives dans des mouvements sociaux, et dont les deux tiers n'appartiennent à aucun parti politique, montre qu'il existe un potentiel politique et unitaire, prêt à agir dans ces élections. C'est un fait nouveau à Genève et nous reviendrons par la suite sur les réactions que suscite cet appel — dont la presse a donné un large écho.

« La constitution d'une **liste unitaire de gauche** aux prochaines élections cantonales nous semble à la fois possible et nécessaire. Une telle convergence devrait permettre d'exprimer **l'activité sur le terrain** de nombreux groupes, associations, mouvements et partis.

Nécessaire, parce qu'on assiste, depuis plusieurs années, à un durcissement politique et à un renforcement électoral de la droite, partis bourgeois et xénophobes. Alors que l'on assiste à un démantèlement systématique du secteur industriel à Genève, qu'une mutation technologique majeure se produit à travers l'introduction généralisée de l'informatique, les défenseurs de la libre entreprise font peu cas du coût social, écologique et humain de leurs affaires : spéculation immobilière, pollution, chômage et usure au travail, misère du tiers monde. Au nom du "moins d'Etat", ils rabotent les dépenses sociales au mépris de ceux qui en ont le plus besoin : les chômeurs, les retraités, les locataires, les femmes discriminées, les jeunes sans avenir professionnel, les immigrés sans droits. Par contre, ils financent sur nos impôts leur vorace budget militaire, leur aéroport ou leurs centrales nucléaires, et leur Etat nous oblige à cotiser pour un deuxième pilier deux fois plus cher que l'AVS ou pour un système d'assurance maladie injuste. De même, ils lésinent à soutenir une expression culturelle alternative, alors qu'ils accordent des subventions importantes au Grand Théâtre et aux dépenses de prestige.

Jusqu'ici, la gauche n'a pas su mettre un cran d'arrêt à cette politique bourgeoise. Elle a régulièrement perdu du terrain aux dernières élections (de 42 o/o à 33 o/o aux récentes élections nationales, avec une chute vertigineuse du PdT, tombé de près de 20 o/o en 1979 à moins de 10 o/o aujourd'hui). Certes, les élections ne sont pas le seul baromètre de la situation sociale. Mais l'action syndicale et les mobilisations sociales restent ponctuelles. Dès lors, si la gauche continue à s'affaiblir, les résultats des prochaines élections risquent d'avoir un double effet : les mobilisations seront d'autant plus difficiles que règnera un certain découragement, et la droite se sentira plus libre d'accentuer sa politique agressive.

Pourquoi une liste unitaire ? Personne, à gauche, ne peut se prévaloir de mettre à lui seul un frein à ces reculs et à ces difficultés. Au-delà des partis existants, des forces sont cependant actives sur le terrain politique et social, et se défendent : associations d'habitants, mouvement pour la paix, groupements à buts culturels et créatifs, associations de chômeurs, d'immigrés, groupes de jeunes, etc. Il faut essayer de rassembler ces forces, avec les partis qui y sont prêts, pour garantir au parlement une opposition de gauche combative, un appui et une défense pour ceux qui agissent et résistent à la politique de la droite. C'est le sens d'une liste unitaire.

Cette liste est possible. Les mouvements, associations et organisations qui agissent sur le terrain politique, syndical ou social sont divers. Une liste unitaire n'a de sens qu'en respectant cette diversité. Elle ne prétend pas en faire un mouvement politique homogène. Mais ces forces ont des intérêts communs. Toutes risquent de subir les contrecoups d'un recul électoral de la gauche. De plus elles ne veulent pas seulement résister, mais essaient d'avancer, dans cette société dominée par l'égoïsme et la loi du profit, des solutions solidaires ouvrant la voie à des rapports plus humains et à une économie qui réponde aux besoins des hommes et de leur environnement par une technologie adaptée à ces objectifs. Les ressources existent pour y parvenir.

Cela peut nous unir et nous permettre d'agir ensemble, dans le respect de la diversité de chacun, pour défendre ce que nous voulons tous. »

Liste des premiers signataires de l'appel

BARONE Charly, correcteur; BARTHASSAT Marcellin, architecte; BATOU Jean, assistant; BATOU-SANCHEZ Margarita, enseignante; BAYSAN-FEHLMANN Laurence, licenciée sciences politiques; BONDI Michel, assistant social; BONNARD Sylvie, mère de famille; BRIAND Pierre-André, technicien; BUILLARD Christine, responsable caisse-maladie; CLEMENCE Alain, assistant; CRETTENAND Gérald, économiste; DALANG Felix, chimiste; DE DARDEL Nils, avocat; DIZERENS Christine, assistante sociale; DIZERENS Jacques éducateur; DUCOMMUN Michel, enseignant; DUPRAZ Alain, technicien PTT; DUPRAZ Marlène, mère de famille; FERRAZINO Christian, avocat; FONTAINE Jean-Jacques, journaliste; GILARDI Paolo, enseignant; GLARDON Marie-Jo, sociologue et chômeuse; GODINAT Gilles, médecin; GREMAUD Gaston, retraité; GUICHARD Manuel, étudiant; HECHE Olivier, animateur; HESS Pierre-Jean, assistant social; HAUS Catherine, travailleuse sociale; HUBER Pierre, technicien; JACCARD Manuela, médecin; KELLER Verena, travailleuse sociale; KLOTER Hans-Rudolf, huissier; MEYLAN Georges, ouvrier; MURMANN Armin, sociologue; NAHORY Albert, ingénieur; OPPLIGER Hans, conducteur offset; QUINTERO-MACHEREL Sonia, éducatrice; RIESEN Alain, ergothérapeute; RIMAZ Jean-Louis, enseignant; RISSE Jean-Claude, juriste; ROSAT Marie-Claude, assistante; SAURER Andreas, médecin; SCHMID Edith, employée de commerce; SCHMID Michel, ingénieur; SCHNEUWLY Bernard, assistant; SOMMARUGA Carlo, secrétaire syndical, STAUFFER-STITELMANN Aimée, enseignante; STAUFFER Johanna, animatrice; STAUFFER Henri, employé; TAVAGLIONE Brigitte, secrétaire; THEVENAZ Michel, traducteur; TOGNI Florio, psychologue, TORNARE Manuel, enseignant; ZIEGLER Jean, professeur.

Liban :

Mille jours après le début de l'opération israélienne "Paix en Galilée", le Liban s'embrase à nouveau. Nombre de commentateurs y perdent leur latin et leur boussole. L'hebdomadaire américain Time **titre : "Un pays à la dérive" (No 12 du 25 mars 1985) ; dans un article tout empreint du lyrisme du désespoir, P.J. Franceschini écrit, dans** Le Monde **du 15 mars 1985 :** "Syriens et Israéliens, tuteurs arabes et redoutables voisins juifs, les uns et les autres princes de la manœuvre et du triple jeu, se meuvent avec aisance sur cet échiquier où tant de pièces sont des fous." **Il serait absurde de nier la complexité de la situation ; en ne considérant qu'elle on risque cependant d'oublier certaines responsabilités premières. N'a-t-on pas entendu David Levy, assistant du premier ministre israélien, expliquer avec détachement :** "Un vent de folie souffle sur ce pays dévasté par la guerre, la raison et le bon sens n'y ont plus cours, mais bien, par contre, le suicide, le sang et l'assassinat." **Comme si au même moment l'armée israélienne ne ratissait pas les villages chiites, dynamitant les maisons des suspects, abattant ceux qui s'enfuient ! Avec le soutien discret de la diplomatie US, qui bloque toute condamnation de ces méthodes par l'ONU.**

Sans reprendre ici une analyse d'ensemble de la situation [1], mentionnons quelques éléments nouveaux.

Vieux jeu, nouvelle donne

Le retrait israélien – accéléré à la fois par la résistance chiite au sud et la persistance, voire le renforcement du mouvement antiguerre en Israël – modifie nécessairement le jeu des alliances au Liban. Le mouvement de dissidence des milices chrétiennes (Forces libanaises / FL), téléguidé ou non par Jérusalem, est donc de toute façon en lien direct avec ce retrait. Mais l'insubordination des chefs militaires des FL, Samir Geagea et Elie Hobeika, répond aussi à des motifs proprement "locaux".

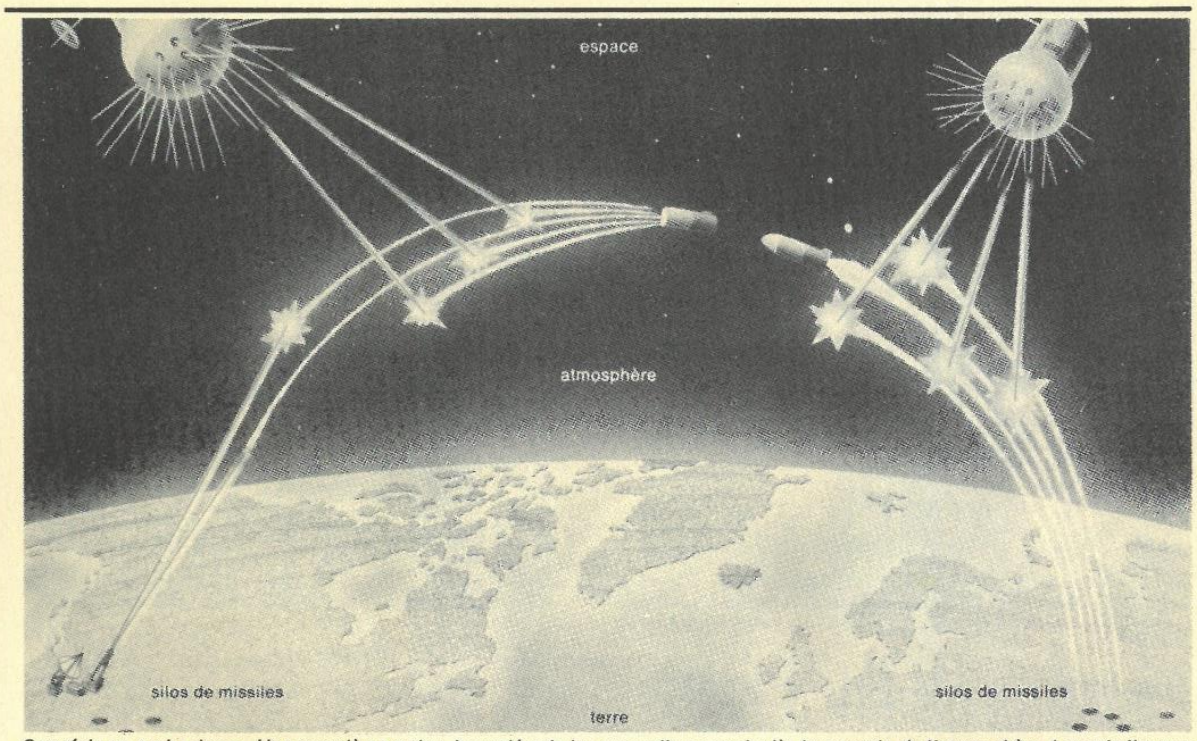
Exécuteurs des basses œuvres du camp chrétien et du clan Gemayel, ils en représentent la sensibilité "plébéienne". Leur nom évoque les massacres de Druzes et de Palestiniens (Sabra et Chatila), mais aussi l'élimination d'une des grandes familles chrétiennes, le clan Frangié. L'ascension de la famille Gemayel reposait sur sa capacité à mobiliser la petite-bourgeoisie maronite ; aujourd'hui celle-ci présente la note. Tournant le dos à toute perspective d'Etat libanais national, la dissidence chrétienne refuse désormais de concéder une parcelle de pouvoir réel à l'Etat central. Pour affaiblir l'influence des grandes familles, elle demande la "démocratisation des institutions chrétiennes", **sans évidemment mettre en jeu sa propre mainmise sur l'appareil militaire. Au bout du chemin, il y a la "cantonalisation" du Liban et l'alliance permanente avec Israël et l'Occident.**

Pari audacieux, car refroidi par sa récente expérience, l'impérialisme n'est pas prêt à une nouvelle intervention au Liban. Et Israël n'a jamais été en aussi mauvaise posture. A l'intérieur, où l'opposition à la guerre voit le ralliement, pour la première fois, d'organisation de jeunes sépharades. Mais à l'extérieur aussi. En brisant les reins à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), l'invasion du Liban devait assurer la quiétude de l'Etat sioniste. Or "l'armée israélienne a cristallisé les aspirations des chiites libanais **(...)** et donné à leur résistance, au-delà de sa dimension nationale, l'estampille d'un combat panarabe. **(...)** la lutte des chiites libanais prolonge et renforce, qu'on l'admette ou non à Jérusalem, celle du monde arabe contre "l'ennemi sioniste." (Le Monde, **22 mars 1985)**

Eh oui : sous la question palestinienne, la révolution arabe !

Eric Peter

1. Cf. nos articles "Vers la partition ?" (*La Brèche* No 304 du 24 septembre 1983) et "Le chemin de Damas" (*La Brèche* No 315 du 17 mars 1984).



Stratégie en trois phases. Une première station laser détruit les appareils ennemis dès leur sortie de l'atmosphère. Les missiles non atteints seront visés par une deuxième station laser. Enfin, les missiles rescapés se trouveront en face d'une défense basée à terre.

Course aux armements :

LA MILITARISATION DE L'ESPACE

La préparation d'un nouveau bond en avant de la militarisation à l'initiative de Reagan, dans la perspective de "la guerre des étoiles", crée une situation nouvelle, bouleverse les certitudes stratégiques des vingt-cinq dernières années et prépare dans tous les cas une offensive en règle contre le niveau de vie des masses.

Avec la reprise officielle des pourparlers stratégiques entre les représentants de l'impérialisme américain et ceux de la bureaucratie soviétique, à Genève, le 12 mars dernier, c'est une situation "anormale" qui prend fin. Depuis la suspension en décembre 1983, des négociations INF [1] sur les armements à portée intermédiaire à la suite du déploiement des euromissiles de l'OTAN en Grande-Bretagne, en Italie et en RFA, les deux Etats les plus puissants de la planète, engagés l'un et l'autre dans une folle course à la militarisation, ne disposaient plus d'un forum de confrontation, indispensable pour le maintien de l'ordre international.

L'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique ont en effet tous deux besoin d'un cadre permanent de négociations qui leur permette de maîtriser et contrôler les développements multiples de la course aux armements. C'est cet instrument qui leur faisait défaut et qu'ils retrouvent désormais à Genève.

150 000 non aux missiles

Le dimanche 17 mars, ils étaient 150 000 à défiler dans les rues de Bruxelles pour crier une fois de plus leur opposition à l'installation des missiles Cruise en Belgique. Soutenue et organisée par les partis de gauche (dont le Parti ouvrier socialiste de nos camarades belges), les organisations syndicales et de nombreux mouvements chrétiens, cette manifestation montre que le mouvement pacifiste est loin d'être enterré. Cette mobilisation est une baffe également pour la coalition au pouvoir depuis décembre 1981, réunissant sociaux-chrétiens (le CVP de Martens) et libéraux. De nombreux travailleurs, affiliés au CVP, sont descendus dans la rue pour protester contre les missiles, passant outre aux directives de leur parti. Malgré cette importante mobilisation, le gouvernement, appuyé par le Parlement, a décidé l'installation des seize premiers missiles. Cette première "tranche" nucléaire sera suivie d'une autre, prévue pour la fin 1987, de 32 missiles Cruise. C'est dire si la mobilisation doit continuer.

Les risques d'emballement

La phase actuelle de militarisation qui envahit toute la planète à l'initiative de l'impérialisme américain exige un tel degré de mobilisation scientifique, économique et industrielle, met en jeu de tels intérêts que les risques d'emballement sont inhérents à l'entreprise elle-même. Sur la base d'une technologie en perpétuel renouvellement, en ce qui concerne par exemple la miniaturisation des charges et des vecteurs, les stratèges de l'OTAN ont pu concevoir la perspective de guerres nucléaires limitées, projetant leurs élucubrations dans un scénario précis de bataille en Europe (Airland-battle 2000) devenu la référence obligée des états-majors occidentaux. Il ne s'agit fort heureusement pour l'heure que d'un exemple théorique...

De manière plus générale, le vieil équilibre de la terreur fondé sur *"l'assurance des destructions mutuelles inacceptables"* est entré dans une crise profonde réduisant d'autant la crédibilité des stratégies de la dissuasion. Trois facteurs de destabilisation agissent en effet de concert pour aggraver cette crise. La miniaturisation des charges nucléaires, les fameux "mini-nukes" minent la dissuasion par le bas, ouvrant la voie à une possible utilisation de ces armements nucléaires dans des conflits limités, ce qui stimule en outre une prolifération nucléaire anarchique.

Le développement des "technologies émergeantes" dans le secteur des armements conventionnels contribue davantage encore à effacer le seuil qui séparait traditionnellement l'utilisation de ces armements de celle des armes nucléaires. Et puis, il y a maintenant la militarisation de l'espace, cette perspective de "la guerre des étoiles", tout à la fois stratégie défensive et offensive qui ruine la crédibilité de la dissuasion par le haut, au moins tendanciellement.

C'est pourquoi les centres impérialistes comme la bureaucratie doivent impérativement faire des choix et essayer dans toute la mesure du possible de maîtriser ensemble les processus en cours et cela indépendamment du personnel politique en place dans les deux capitales. Leurs retrouvailles à Genève n'ont pas d'autre objet et n'ouvrent en aucun cas une quelconque perspective de désarmement.

Le reaganisme en question

Du côté de l'impérialisme américain, les difficultés sont réelles. La principale d'entre elles, en dépit des moyens considérables déjà engagés, réside dans le coût des nouvelles technologies nécessaires à la militarisation de l'espace. Le Congrès US a déjà voté des crédits à hauteur de 25 milliards de dollars (environ 61 milliards de francs) pour ce dernier et seul programme. Cela se révèlera pourtant rapidement insuffisant et les experts américains envisagent déjà, pour dégager de nouveaux fonds, une importante réduction de leur arsenal nucléaire en dehors bien sûr de sa composante sous-marine réputée la moins vulnérable.

Plus généralement, le poids du secteur "militaire" dans l'économie américaine s'avère plus dangereux que bénéfique pour la stabilisation d'une reprise à laquelle il avait grandement contribué, mettant par là-même en valeur le caractère artificiel et limité de celle-ci. Enfin, et ce n'est pas le moindre des problèmes de l'administration Reagan, les séquelles de la chaude bataille des euromissiles livrée en Europe contraignent Washington à la recherche d'un compromis acceptable pour ses alliés européens, qui ont presque tous émis des réserves par rapport à l'initiative de défense stratégique de Reagan. Autant de contradictions politiques qui viennent contrarier les intérêts du plus puissant lobby militaro-industriel de la planète, et ce en dépit du contrôle du jeu diplomatique par l'Etat américain.

Voilà sous quels auspices reprennent les négociations entre Moscou et Washington, négociations qui promettent d'être fort longues et qui ne peuvent faire illusion qu'à la seule condition de méconnaître les enjeux réels qu'elles recèlent.

J.-L. Michel

1. INF : Forces nucléaires intercontinentales.

L'équipe de l'OLM à Managua. Au centre : Maria Lourdes Bolanos.

Femmes au Nicaragua :

«EXPRIMER LES BESOINS DES FEMMES»

Récemment Maria Lourdes Bolanos, avocate, et Vilma Castillo, psychologue, ont effectué une tournée de meetings en Suisse pour expliquer la situation de la femme au Nicaragua. Par la même occasion, elles ont fait appel à la solidarité afin de financer l'extension du Bureau de consultation juridique de la femme à Managua[1]. *La Brèche* a rencontré Maria Lourdes Bolanos et s'est entretenue avec elle des problèmes auxquels se heurtent aujourd'hui les femmes dans un pays soumis à une véritable agression militaire et économique.

La Brèche : **Comment est né le Bureau de consultation juridique de la femme (Oficina legal de la mujer, OLM) à Managua ?**

Maria Lourdes Bolanos : Officiellement, il s'est ouvert le 8 mars 1983, mais la préparation durait déjà depuis une année. Il est issu de toute l'histoire des femmes au Nicaragua. Du reste, j'aimerais bien écrire l'histoire de l'OLM car notre expérience peut servir à d'autres. Depuis les années soixante-dix, une nouvelle génération de femmes a repris la lutte et on apprend tous les jours.

Après la révolution de 1979, on a lutté pour modifier les lois. Ce fut une lutte de base, maisons par maisons. On a remarqué alors dans quel univers vivait la femme nicaraguayenne : les paysannes, les travailleuses et les petites bourgeoises. Les lois que nous avons proposées ne sont pas sorties de nos bureaux, mais des besoins exprimés par les femmes.

*** Peux-tu nous donner quelques exemples ?**

— Il y a la loi sur l'adoption des enfants, même si la personne est sans enfant ou n'est pas mariée. Vu le nombre important d'orphelins de guerre, c'était urgent et, de plus, ça rompait avec la tradition. Il y a surtout la loi réglant les relations mère — père — enfant. Elle instaure les mêmes droits dans le foyer, tous les membres de la famille doivent collaborer. On a beaucoup discuté avant de formuler cette loi. On ne voulait pas, par exemple, d'une aide du mari, mais d'une véritable égalité des devoirs. Ce n'est certes pas encore une loi parfaite. Les insuffisances qui s'y trouvent proviennent des femmes elles-mêmes, non pas de lois étrangères qu'on aurait importées.

*** Comment en est-on arrivé à l'OLM ?**

— Pendant deux ans les femmes venaient à l'AMNLAE (Association des femmes nicaraguayennes) pour demander l'application des lois. On a alors créé l'OLM. Etant très impliquée dans la défense des droits des femmes et active dans l'AMNLAE, étant de surcroît magistrate à la Cour suprême, j'ai été nommée à la tête de l'OLM. La situation était plutôt difficile. Il fallait combiner deux tâches : aider les femmes et défendre la révolution, car pas de libération des femmes sans révolution.

On a remarqué que les lois n'étaient pas toujours appliquées dans un esprit révolutionnaire. D'un côté subsistaient de vieilles lois discriminatoires à l'égard des femmes, et de l'autre on proclamait des objectifs révolutionnaires. On a donc repris les discours des dirigeants de la révolution et on les a appliqués à la situation des femmes. Il nous a fallu élaborer des concepts révolutionnaires traduisibles en termes juridiques.

*** A quelles demandes avez-vous dû répondre ?**

— Deux ans après l'ouverture, on avait offert 10 000 aides pour environ 2000 cas. Le service d'un avocat coûte très cher. Les femmes sont mal protégées et en plus elles ne peuvent pas payer. L'OLM doit donc mettre à disposition des personnes compétentes et dotées d'une conscience de femme et de classe.

On s'est occupées d'abord des pensions alimentaires. Il y a aussi le problème du divorce, comme conséquence du machisme et des mauvais traitements. De là, le problème de l'attribution des enfants. Vu l'état psychologique dans lequel nous arrivaient les femmes, on a mené une étude sur les mauvais traitements et on a engagé une psychologue. Dans ces cas-là, on aide les femmes à assumer leur situation, c'est-à-dire à les déculpabiliser. Il s'agit de prévenir, en d'autres termes d'éduquer les femmes.

Malheureusement, on ne peut couvrir que la ville de Managua. Il nous faudrait maintenant élargir cette équipe de femmes qualifiées, proches des femmes et capables de transmettre aux femmes la conscience de leurs droits.

*** Quels sont vos liens avec le gouvernement ?**

— On ne veut pas être dépendantes du gouvernement. C'est une lutte propre aux femmes. Nous avons un système de cotisations, mais il nous manque des moyens pour gérer correctement l'OLM. Afin de donner du travail aux femmes, nous avons monté un atelier de céramique qui nous sert également de source financière. On compte beaucoup sur l'aide internationale pour pouvoir sortir de Managua et aller dans les campagnes.

*** Quels sont les problèmes en matière de contraception et d'avortement ?**

— Nous avons de gros problèmes à ce sujet vu les conditions d'hygiène. Néanmoins la situation évolue peu à peu. Le ministère de la santé a mis au point un programme qui garantira notamment la diffusion des contraceptifs. L'AMNLAE n'a pas une politique propre dans ce domaine.

Quant à l'avortement, selon la vieille loi, il demeure illégal. La majorité des femmes ont une vision morale influencée par l'Eglise. Pour elles, l'avortement est un péché. Cependant il en existe. Les riches peuvent aller se faire avorter dans les cliniques. Pour les pauvres, la situation est beaucoup plus difficile, compte tenu des conditions d'hygiène précaires. Nous voulons, nous, poser la question du droit à l'avortement. Malheureusement les conditions de guerre économique dans lesquelles se trouve le pays sont telles que nous n'avons pas le loisir de tout faire. Il nous faut d'abord défendre la révolution, on ne peut répondre qu'à quelques tâches.

Propos recueillis par
M.-Thé Sautebin

1. Vous pouvez verser vos dons au CCP 80 - 60518. Secrétariat pour l'Amérique centrale, Zurich, mention : Oficina legal.

Honduras :

Quand les GI's sèment les bordels...

Le Honduras, pays où les bases militaires américaines poussent comme des champignons, possède une autre triste caractéristique : la prostitution. L'une et l'autre sont du reste très liées. Là où les Américains implantent leurs bases, la prostitution se développe. Les GI's sèment les bordels... !

Norma Brown a seize ans. Elle porte une chemise du Military Airlift Command, cadeau d'un conseiller militaire US. Elle est pensionnaire contre son gré d'un bordel de la ville de Cowayagua. A quelques kilomètres de là se trouve le quartier général des Forces armées US engagées dans des manoeuvres au Honduras depuis février 1983. *"Le propriétaire du bordel affirme qu'il m'a achetée six cents dollars. Je dois le rembourser"*[1], explique Norma.

Une histoire banale

L'histoire de Norma est courante au Honduras où les jeunes filles, surtout celles de la campagne, sont vendues aux circuits de prostitution des grandes villes. Ainsi le témoignage de cette autre jeune femme de vingt et un ans, illettrée comme le 50 o/o de la population : *"Mes parents sont de pauvres paysans. Nous vivons dans la montagne, très loin des écoles"*, ou le cas de cette pensionnaire qui s'est "volontairement" vendue au bordel pour cent dollars, somme indispensable de toute urgence pour ses deux enfants.

Le bordel leur facture 30 dollars par semaine la chambre et le salon d'accueil et exige toutes sortes de suppléments pour les vêtements et la nourriture. A cinq dollars le client, elles ne gagnent jamais assez pour rembourser le propriétaire qui ainsi les tient complètement à sa merci. Souvent, il s'agit de mineures qui n'ont strictement aucun moyen pour se défendre. Pour beaucoup d'entre elles, le bordel est une véritable prison.

American way of life

La présence des troupes américaines a évidemment favorisé ce commerce de chair humaine. Lorsque les manoeuvres "grand sapin" débutèrent en 1983, le prix de la passe a grimpé de deux dollars et demi à cinq dollars. Un observateur du pays commente ce trafic : *"On compte quinze à vingt bordels dans Cowayagua, ville de 35 000 habitants. Ils sont tenus en main par l'armée. (...) On sait que tout ceci est illégal, mais que faire ? (...) Les policiers sont à la botte des militaires. Si vous touchez à l'un d'entre eux, vous touchez à toute l'institution. Et ceci explique pourquoi l'Eglise et les autres organismes humanitaires ne s'impliquent pas dans cette affaire. Ils perdraient à tous les coups. Policiers et soldats savent se servir des machettes et des fusils."*

La Ligue des associations féminines du Honduras est l'une des rares organisations à s'inquiéter du trafic des femmes. Sa présidente, Armanda de la Rodriguez, affirme que ce problème s'étend à toutes les grandes villes du pays. *"Il est très difficile d'en venir à bout parce que trop de personnes se trouvent impliquées dans ce trafic. Les autorités elles-mêmes ne font pas respecter la loi parce que c'est leurs intérêts. Elles sont corrompues par les patrons de bordel."*

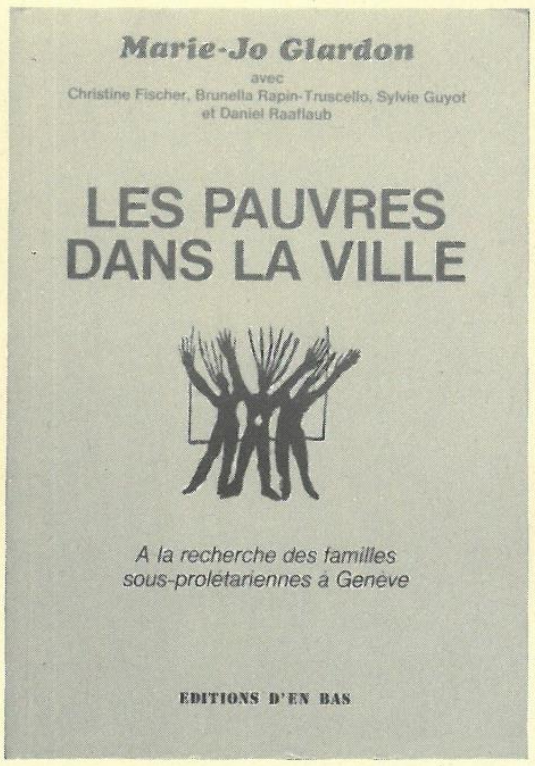
Instructeur militaire américain avec une unité hondurienne.

L'implantation militaire américaine au Honduras, d'abord conçue pour étrangler le Nicaragua révolutionnaire, se traduit par un renforcement de la prostitution, notamment enfantine. On voit par cet exemple ce que "respect des droits de l'homme" signifie dans la bouche d'un Reagan !

P. Girardet

1. Cité dans "Bordels-prisons au Honduras", article de Lucy Komisar, paru dans la revue *Marie-Claire*, de février 1985. Toutes les citations et informations sont tirées de cet article.

LES PAUVRES DANS LA VILLE



Les recherches qui traitent de la classe ouvrière en Suisse, du renforcement des inégalités sociales, des limites de l'"Etat social" à la lumière de la crise se multiplient. Il faut souligner ici l'importance qu'accordent les Editions d'en bas à la publication de tels documents critiques. Cet éditeur est le seul en Suisse romande qui se consacre essentiellement à de telles contributions, indispensables à la lutte politique et syndicale aujourd'hui. *Les pauvres dans la ville* s'inscrit dans cette démarche.

L'opinion publique, les médias, mais aussi des chercheurs et des militants s'accrochent à ce sujet, les pauvres. Leur nombre est croissant, la pauvreté menace à nouveau. En 1950, après cinquante ans d'une histoire agitée, constellée d'échecs révolutionnaires dans les pays industriels, d'innombrables travailleurs sont disposés à adhérer au plus pernicieux des mythes, celui de la mise hors la loi de la pauvreté. Avides de paix du travail, les "partenaires sociaux" chantent la chanson sur tous les tons.

"Et les organisations ouvrières?

"Si nous venons de critiquer le simplisme d'une vision de la société qui se partagerait entre les "exclus" et les "autres", nous ne pouvons éviter de faire allusion à la série de malentendus qui régentent les relations entre les plus pauvres et le mouvement ouvrier. Nous avons vu qu'ils ne datent pas d'aujourd'hui. Un militant syndicaliste anglais résume dans un pamphlet la série de reproches faits aux *lumps* par les organisations syndicales engagées dans l'acquisition et le maintien des droits des travailleurs. (Dave Lamb. *The Lump – An heretical Analysis.* London, A Solidarity Pamphlet, 1974): les *lumps* cassent les prix en acceptant des bas salaires, ils font concurrence aux travailleurs plus âgés, affaiblis et donc plus facilement malades ou accidentés. Ils acceptent des contrats à la tâche qui ne garantissent aucune sécurité de l'emploi. Ils s'arrangent pour éviter les charges des assurances, avec la complicité active des patrons, souvent dans des branches d'activité peu rentables, en perte de vitesse. Leur mise au travail à l'adolescence fait diminuer le taux des apprentissages et des qualifications. Les combines multiples présidant aux engagements pour toutes sortes de petits travaux, dans le bâtiment par exemple, sabotent les efforts collectifs d'amélioration des conditions de travail dans cette branche. Parfois ils participent comme "jaunes" à l'action des briseurs de grève.

"Faisant référence à la situation en Angleterre dans les années soixante-dix, cette description reprend la conception que certains syndicats se font de la catégorie de travailleurs la moins "consciente", qui se laisse manipuler facilement parce que non organisée. Bien entendu, ce sont souvent les moins favorisés qui sont aussi les moins organisés! Peut-être que, sur la Suisse, cette description pourrait s'appliquer aux travailleurs non qualifiés des secteurs les moins syndiqués, l'alimentation et la distribution par exemple."

Les pauvres dans la ville, pp. 254-255

Les perdants sont punis

L'expansion capitaliste s'est tarie à la fin des années soixante; depuis lors les patrons et leurs hommes politiques tentent de reprendre aux salariés ce qu'ils avaient reçu durant la période précédente: emploi, école, santé. Avec les années quatre-vingts, ils sont parvenus à imposer en Europe des millions de "nouveaux" pauvres... La sécurité, c'est fini, la nouvelle loi est celle de la compétition. Les gagnants sont récompensés, les perdants sont punis.

Des millions de vies sont ruinées, des dizaines de millions de salariés menacés et effrayés. Quel meilleur exemple de ce cynisme triomphant que la récente affiche patronale contre l'initiative pour l'introduction d'une cinquième semaine de vacances, qui se borne à deux mots: **vacances = chômage**, et qui joue sur la **peur** de l'électeur pour infléchir son vote. Rien d'étonnant alors à ce que l'intérêt se cristallise sur la réapparition de cette vieille sœur du capitalisme, la pauvreté. D'autant plus que le mouvement ouvrier traditionnel reste englué dans le *"Sozialpartnerschaft"*, la "loyale" collaboration entre partenaires sociaux.

Les lumpen en marge du mouvement ouvrier

Nous arrivons ainsi au coeur de *Les pauvres dans la ville.* Que sont la classe ouvrière et le mouvement ouvrier? les sous-prolétaires en font-ils partie? vont-ils se battre et comment? Ce sont les questions posées par ce livre.

Les sous-prolétaires n'ont-ils pas toujours été exclus du mouvement ouvrier, se demandent les auteurs qui rompent quelques lances contre Marx. Les mouvements de sous-prolétaires, et en particulier ATD Quart-Monde, n'ont-ils pas fait obstacle à leur intégration dans de possibles mobilisations? Les sous-prolétaires, enfin, sont-ils susceptibles de se mobiliser? Toute stratégie en leur direction doit-elle se concentrer sur la disparition des conditions sociales qui leur donnent naissance? Quelle alternative?

Le livre de Marie-Jo Glardon et de ses co-rédacteurs ne se limite pas à une spéculation théorique. Il recherche les racines sociales, économiques, urbanistiques qui ont présidé à l'apparition d'une forte concentration de sous-prolétaires dans un quartier de Genève, les Glycines. L'enquête faite auprès de ses habitants met en évidence leurs origines nationales, professionnelles et sociales. Leur existence, leur avenir et celui de leurs enfants sont conditionnés par l'oppression qu'ils subissent. Le livre enfin laisse une large part au dialogue avec ces habitants qui expriment leur identité, qui exposent leur misère, leurs acquis, leurs rêves. Dans ce sens, ce livre cherche à caractériser qui sont ces travailleurs en marge du mouvement ouvrier qu'on appelle les sous-prolétaires.

Le mouvement ouvrier traditionnel de la période d'expansion se contentait d'une politique étroitement électorale. Qui en a bénéficié? Quels en furent les exclus? La situation est paradoxale. L'existence d'une gauche indépendante et critique et la crise de la gauche traditionnelle ont "libéré" un espace. Mais en même temps la classe ouvrière est sur une position défensive.

Limité par sa stratégie, le mouvement ouvrier traditionnel a exclu les pauvres. Mais qu'a-t-il apporté aux autres travailleurs? Et qu'en est-il aujourd'hui de ses acquis? La plupart des travailleurs ne sont-ils pas menacés?

Edith Rochat

La Brèche a déjà évoqué ce problème dans le No 329 du 3 novembre 1984, "Des Suisses sans nom" (parlant du livre *Des Suisses sans nom – Les heimatloses d'aujourd'hui,* de Hélène Beyeler-von Burg, Editions Science et Service, Paris 1984) et le No 334 du 2 février 1985, "La pauvreté en Suisse: Un habitant sur douze dans la dèche".

Marie-Jo Glardon avec Christine Fischer, Brunella Rapin-Truscello, Sylvie Guyot et Daniel Raaflaub, *Les pauvres dans la ville – A la recherche des familles sous-prolétariennes à Genève,* Editions d'en bas, Lausanne, nov. 1984.

LAUSANNE

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud

du je 11 avril au sa 20 avril, 20h45 (relâche di et lu): *Vincent B.* dans "Last Lunch", spectacle burlesque qui déménage dans tous les non-sens et qui fait follement rire. Loc.: 021 / 22 97 00.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon

jusqu'au sa 27 avril: *CINÉMA ITALIEN,* des films de Federico Fellini, Carlo Lizzani, P.P. Pasolini, Roberto Rossellini entre autres. *CINÉMA SUISSE,* reflets avec l'auteur zurichois *Beat Kuert* (né en 1946), réalisateur, entre autres, de *Schilten* (1979). *JACQUES RIVETTE,* un auteur français de la "Nouvelle vague" qui passe malheureusement rarement sur les écrans. Avec, entre autres: *La religieuse* (1965), **je 11 avril,** 20h30, Salle Paderewski et **sa 13 avril,** 15h au Cinématographe; *Céline et Julie vont en bateau* (1974), **lu 15 avril,** 20h30 et **ma 16,** 15h au Cinématographe. Renseignements complets au Casino, 021 / 20 93 46.

Musée des arts décoratifs, 4, Villamont

jusqu'au di 14 avril, 10 à 12h et 14 à 18h (ma aussi de 20 à 22h): *René Burri "One World",* photographies et collages. René Burri, l'un des grands photoreporters, est l'auteur des célèbres photos de Che Guevara.

Collection de l'Art brut, 11, av. des Bergières

jusqu'au di 14 avril, 10 à 12h et 14 à 18h, sa et di de 14 à 18h (fermé le lu): *"Gugging",* dessins de la "Maison des artistes", de l'hôpital de Klosterneuburg en Autriche. *Rosemarie Koczÿ* (2 juin).

VAUD

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON

ma 2 avril, 20h30: *Jules et Jim,* de François Truffaut (France, 1962), un magnifique film.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h30. **ma 2, me 3 avril:** *The missionary,* de R. Loncraine (GB, 1982). **ve 5, sa 6:** *Les princes,* de T. Gatlif (France, 1983). **ma 9, me 10:** *Le dernier métro,* de François Truffaut (France, 1980). **ve 12, sa 13:** *Monty Python à Hollywood,* de Terry Hughes (GB, 1980). **ma 16, me 17:** *Coeur de verre (Herz aus Glas),* de Werner Herzog (RFA, 1976).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

à 20h30. **ve 5, sa 6, di 7 avril:** *Greystocke, La légende de Tarzan,* de Hugh Hudson. **ve 12, sa 13:** *Dead Zone,* de David Cronenberg.

A PAYERNE, un nouveau ciné-club a vu le jour, **l'Apollo-Club,** qui propose un très bon programme **le mercredi soir tous les quinze jours,** à des prix très avantageux.

GENÈVE

Salle des Fêtes de Thônex

du ma 16 au sa 20 avril, 20h30: *Zouc à l'école des femmes.* Dépêchez-vous de louer au Service culturel Migros, 7, rue du Prince et à Balexert.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes

à 21h. **ve 12 avril:** *Commercial Suicide.* Michel Doneda, saxe; Eduardo M. Kohan, saxe; Jean-François Mathieu, guitare, synthé; Philippe Wachsmann, violon électrique. **sa 13:** *Beaver Harris* (batterie) – *Peter Kowald* (contrebasse) – *David S. Ware* (saxes) *Trio.* Org.: AMR.

ET AU CINÉMA, *Brazil,* de Terry Gilliam (l'un des Monty Python).

ET, si vous habitez **RENENS, Lausanne et environs,** réservez votre **samedi 13 avril** à 12h. On vous dit ce que vous pouvez en faire en page 4.

Touchpa Amonpote

Bolivie :

«FORGER L'UNITÉ OUVRIÈRE ET POPULAIRE»

INTERVIEW D'UN DIRIGEANT DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE (POR)

De grèves générales en imposantes manifestations — plus de 50 000 manifestants le lundi 4 mars à La Paz — la situation politique et sociale en Bolivie est en pleine ébullition. La crise dans ce pays atteint des proportions fantastiques. En 1984, l'inflation dépasse le chiffre astronomique de 2177 o/o. Le déficit budgétaire se situe autour de 60 o/o du Produit intérieur brut, soit 2 milliards de dollars ou près de trois fois le montant total des exportations. Le revenu par habitant, déjà fort bas, a chuté de 30 o/o au cours des quatre dernières années.

Ces chiffres illustrent la profondeur de la crise. Nous publions l'interview (paru dans Rouge du 8-14 mars 1985) d'Antonio Moreno, dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire (unifié), POR-(U), section bolivienne de la IVe Internationale, dont les militants jouent un rôle important dans la Confédération des ouvriers boliviens (COB), la centrale syndicale unique.

*** Comment caractérises-tu la situation politique en Bolivie ?**

— Trois facteurs dominent cette situation et, en premier lieu, la crise économique. Les dernières mesures de dévaluation — le dollar est passé de 9000 pesos à 40 000 pesos —, l'inflation galopante et les salaires comprimés sous les diktats du FMI *(Fonds monétaire international, réd.)* entraînent une misère toujours plus grande pour le peuple.

Ensuite, il faut noter une désorientation du mouvement populaire. Depuis deux ans, le pays connaît un véritable chaos. L'Etat est désorganisé, les ministères ne fonctionnent plus, les banques sont en grève depuis trois semaines, les transports ne sont plus assurés, l'autorité policière est même contestée avec des grèves de la police municipale... Mais malgré cette crise de l'Etat, les luttes populaires n'ont pas obtenu de résultats tangibles sur le plan des conditions de vie des gens d'une part, et d'autre part, il n'y a pas encore de perspective politique crédible qui se dégage comme alternative à l'UDP [1], la coalition de collaboration de classes des partis réformistes autour du président Silez Suazo.

Le troisième facteur enfin, c'est l'offensive de la droite qui profite de la crise de l'UDP. Cette offensive conduit à des élections anticipées en juin 1985. Pour la droite, l'échec de l'UDP, c'est l'échec de la gauche.

La droite est divisée en deux courants : l'ADN (Alliance démocratique nationale) de l'ex-dictateur Banzer [2] qui préconise une politique d'affrontement direct contre le mouvement ouvrier, et en particulier, une dénationalisation de l'économie bolivienne — économie dont de larges secteurs sont traditionnellement sous contrôle étatique, en particulier le secteur minier.

L'autre courant est représenté par le MNR (historique) [3] de Paz Estensoro, secteur bourgeois qui cherche à régler la crise bolivienne par des méthodes moins expéditives.

Devant la mine "Siglo XX", le monument de la COB.

*** Quels sont les risques de coup d'Etat ?**

— Dans les semaines qui viennent il y a peu de risque de coup d'Etat. La bourgeoisie a trouvé un mécanisme, moins coûteux socialement qu'un coup d'Etat : les élections de juin 1985, à l'issue desquelles elle pourrait gouverner à travers le MNR (historique) ou l'ADN. On ne peut pour autant écarter toute possibilité de coup d'Etat. En effet, face à la force du mouvement de masse — succession de grèves générales, occupations de terres, d'usines, situations semi-insurrectionnelles dans certains villages où les paysans se révoltent parfois pendant plusieurs jours — certains secteurs de l'armée peuvent être tentés par un coup d'Etat avec comme objectif la destruction de l'avant-garde révolutionnaire et la préparation d'élections légitimant le coup.

*** Quel rôle joue la COB ?**

— La COB — syndicat unique du prolétariat bolivien — a de vieilles traditions de luttes et de combats "classistes". C'est l'unique institution qui a apporté une solution alternative à la crise, par une série de revendications immédiates et transitoires qui visent à mobiliser les travailleurs boliviens : salaire minimum, échelle mobile des salaires, monopole du commerce extérieur, contre les diktats du FMI, rejet de la dette extérieure, cogestion ouvrière majoritaire dans tous les secteurs nationalisés, contrôle ouvrier dans les entreprises privées et, enfin, une série de mesures pour un plan de réforme agraire.

Sur la base de ce programme, la COB a impulsé plusieurs grèves de la faim, elle a développé des grèves générales massives et qui ont mobilisé non seulement les ouvriers mais aussi les paysans et certains secteurs de la petite bourgeoisie qui reconnaissaient ainsi le "leadership" de la COB.

Mais ces mobilisations ont leurs limites : limites économiques car les augmentations de salaires obtenues par la lutte sont annulées par l'inflation ; limites politiques aussi car les travailleurs sont conscients maintenant de la nécessité d'une issue politique qui dépasse le cadre de la COB. Il y a en particulier dans l'avant-garde une large discussion sur tous ces problèmes. La Direction révolutionnaire unitaire (DRU) exprime ce processus. Elle est composée du POR-(U), des secteurs populaires du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), du Parti socialiste-Un (PS 1), du Front révolutionnaire de la gauche socialiste (FRIS) et du Parti révolutionnaire de la gauche nationale (PRIN) de Juan Lechin, leader de la COB. Elle reçoit le soutien de milliers de syndicalistes classistes.

*** Quelles perspectives peux-tu tracer pour la DRU ?**

— La formation de la DRU fut le résultat du combat du POR (U). C'est le produit d'une longue bataille unitaire, pour regrouper toutes les organisations, tous les courants qui se situent sur le terrain de la lutte de classes. S'appuyant sur des secteurs ouvriers et paysans, largement majoritaires dans la COB, la DRU remplit en même temps des fonctions de tendance syndicale de lutte de classe dirigeant la COB et d'autre part de référent politique révolutionnaire de ces courants syndicalistes classistes.

Formée en mars 1984, la DRU battait cinq mois plus tard à plate couture le PCB (Parti communiste pro-Moscou), au congrès de la COB. Mais, pour des raisons programmatiques — la référence aux thèses socialistes de la COB est insuffisante, et il manque un programme de conquête du pouvoir plus solide — comme pour des raisons de rapports de forces dans la gauche, la DRU n'a pu encore incarner une alternative politique nationale. Beaucoup de partis de gauche ne sont pas dans la DRU, le PCB — minoritaire dans la COB mais parti le plus important et le plus structuré de Bolivie — combat aujourd'hui la DRU. Tout cela constitue de vrais obstacles, d'autant plus que, face à la crise de l'UDP, c'est à la DRU que revient de constituer une alternative. Voilà pourquoi la DRU, combattant pour le front unique, propose la constitution d'un conseil de coordination populaire visant à regrouper toutes les organisations ouvrières et populaires, préparant ainsi tant les échéances électorales de juin 1985 que les affrontements à venir avec la bourgeoisie. C'est dans ce cadre que le POR (U) souligne la nécessité de forger l'unité ouvrière et populaire dans les organisations de masse du peuple bolivien, et à partir de là, de faire des "conseils de coordination populaires" des instruments politiques pour la mobilisation unitaire dans une perspective de conquête du pouvoir...

Propos recueillis par
François Ollivier

1. UDP : Union démocratique et populaire, la coalition de gauche victorieuse aux dernières élections.

2. Le général Hugo Banzer a dirigé le pays de 1971 à 1978.

3. MNR (historique) : Mouvement nationaliste révolutionnaire dont l'un des leaders est l'ancien président Victor Paz Estensoro.